SEPTIÈME RAPPORT ANNUEL
1985-1986

Institut québécois de recherche sur la culture

87-00564/

Institut québécois de recherche
sur la culture

SEPTIÈME RAPPORT ANNUEL

1985-1986

Dépôt légal - 4e trimestre 1986
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-89224-087-5

Québec, le 3 octobre 1986

Madame Lise Bacon,
Ministre des Affaires culturelles,
Gouvernement du Québec,
Québec, Québec

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le septième rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture.

Comme par les années passées, je veux souligner, en mon nom et au nom du Conseil, la qualité exceptionnelle du travail du personnel de l'Institut et de mes collègues de la direction.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le président,

Fernand Dumont

Fernand Dumont

Membres et personnel de l'Institut québécois de recherche sur la culture

1. Le Conseil de l'Institut*

M. Fernand DUMONT, président Professeur à l'Université Laval	Du 2 décembre 1984 au 1er décembre 1989
M. Gérard BOUCHARD Professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi	Du 14 décembre 1983 au 13 décembre 1987
Mme Renée BRIEN-DANDURAND Chercheure de l'Institut	Du 28 novembre 1984 au 27 novembre 1988
Mme Madeleine FERRON Écrivain	Du 13 novembre 1984 au 12 novembre 1988
M. Fernand HARVEY Chercheur de l'Institut	Du 13 novembre 1984 au 12 novembre 1988
M. Guy LAPERRIÈRE Professeur à l'Université de Sherbrooke	Du 28 novembre 1984 au 27 novembre 1988
Mme Lisette MORIN Journaliste	Du 28 novembre 1984 au 27 novembre 1988
M. Patrick O'HARA Directeur des relations extérieures à IBM Canada Ltée (Région de l'Est)	Du 28 novembre 1984 au 27 novembre 1988

MM. Léo JACQUES et Georges LAMY participent aux réunions du Conseil.

2. Le Comité exécutif*

M. Fernand DUMONT, président

Mme Madeleine FERRON

M. Fernand HARVEY

* au 31 mars 1986

M. Léo JACQUES

M. Georges LAMY

M. Patrick O'HARA

3. Le Comité scientifique*

M. Fernand DUMONT
Directeur scientifique, président

M. Léon BERNIER
Chercheur

M. Gary CALDWELL
Chercheur, responsable de chantier

M. Jean HAMELIN
Professeur à l'Université Laval

M. Fernand HARVEY
Chercheur, responsable de chantier

Mme Denise LEMIEUX
Chercheure, responsable de chantier

M. Maurice LEMIRE
Chercheur, responsable de chantier

M. M'hammed MELLOUKI
Chercheur

Mme Gladys SYMONS
Professeure à l'ENAP

MM. Léo JACQUES et Georges LAMY participent aux réunions du Comité scientifique.

---

* au 31 mars 1986

4. Le personnel administratif

M. Fernand DUMONT, président, directeur scientifique

M. Léo JACQUES, secrétaire général

M. Georges LAMY, directeur administratif

Mme Françoise AUCLAIR, agente de secrétariat

Mme Linda BEAURIVAGE, agente de secrétariat

Mme Ginette BELLEAU, agente de secrétariat

Mme Marielle BERGERON, agente de secrétariat

Mme Nicole BRUNET, agente de secrétariat

Mme Louise GAUTHIER-DUQUET, bibliotechnicienne

Mme Diane FLEURANT, secrétaire principale

(Mme Louise JEAN, agente de secrétariat)

Mme Nicole LAFLAMME, adjointe au directeur administratif

M. Alain LAFOREST, agent culturel

Mme Brigitte LAMBERT, agente de secrétariat

Mme Flora LEBLANC, agente de secrétariat

M. Gilles L'HEUREUX, préposé aux services auxiliaires

Mme Ghislaine MAROIS, secrétaire principale

Mme Mariette MONTAMBAULT, préposée à l'édition

Mme Diane MORIN, agente de secrétariat

Mme Véronique MORIN, responsable de la production

(M. Claude PARIS, agent de bureau)

Mme Pierrette POITRAS, agente de secrétariat

Mme Suzanne PROULX, agente de secrétariat

(Mme Louiselle ROY, agente de secrétariat)

Mme Claire SAVARD, agente de bureau

(. . .) Le nom entre parenthèses indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1986.

5. Les chercheurs associés**

M. Jean de BONVILLE, conseiller à la documentation à la bibliothèque de l'Université Laval

M. Alfred DUMAIS, professeur à l'Université Laval

M. Jean-Charles FALARDEAU, professeur émérite à l'Université Laval

M. Marcel FOURNIER, professeur à l'Université de Montréal

M. Gabriel GAGNON, professeur à l'Université de Montréal

Mme Nicole GAGNON, professeure à l'Université Laval

M. Claude GALARNEAU, professeur à l'Université Laval

M. Pierre JACQUES, professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi

M. Bruno JEAN, professeur à l'Université du Québec à Rimouski

M. Jean-Pierre KESTEMAN, professeur à l'Université de Sherbrooke

M. Benoît LACROIX, professeur émérite à l'Université de Montréal

M. Yvan LAMONDE, professeur à l'Université McGill

Mme Renée LEGRIS, professeure à l'Université du Québec à Montréal

M. Jacques LEMAY, professeur à l'Université du Québec à Rimouski

M. Marc-André LESSARD, professeur à l'Université Laval

M. Yvan MORIN, professeur au cégep de Rimouski

M. Claude OTIS, professeur au cégep de Matane

M. Pierre PAGÉ, professeur à l'Université du Québec à Montréal

M. Marcel RIOUX, professeur à l'Université de Montréal

M. Florian SAUVAGEAU, journaliste, professeur à l'Université Laval

M. Peter SOUTHAM, professeur à l'Université de Sherbrooke

6. Les chercheurs et collaborateurs

Les noms des chercheurs et de la plupart des collaborateurs apparaissent au long du présent rapport; la liste est dressée en annexe avec celle des recherches en cours du 1er avril 1985 au 31 mars 1986.

** Liste au 15 septembre 1986

INTRODUCTION

Au seuil de ce septième rapport annuel, il n'est pas inutile de rappeler que, depuis ses débuts, l'Institut s'est voulu à la fois lieu de recherche et centre de convergence pour des initiatives plus larges. Il s'agit d'un équilibre à doser entre la poursuite de projets scientifiques et l'attention aux avatars de la culture qui se fait. Il s'agit aussi d'un pari, que nous tâchons de tenir en utilisant au mieux les ressources humaines et matérielles qui sont les nôtres.

On retrouvera ces préoccupations, une fois de plus, dans ce rapport.

Comme à l'accoutumée, il comporte trois sections. La première dresse un état de la recherche. La deuxième esquisse un bilan des activités complémentaires, des publications, des services. La troisième partie rassemble des documents utiles, dont les états financiers.

Première partie

ÉTAT DE LA RECHERCHE

On se souviendra que les travaux de l'Institut sont, depuis quelques années, orientés selon cinq grands axes: la famille, les sexes, les générations; les communautés ethnoculturelles; la culture populaire; l'institutionnalisation de la culture; les histoires régionales. Ces choix ont procédé d'un examen de la situation de la recherche au Québec. Ils permettent d'éviter les duplications avec les travaux menés en d'autres établissements. Ils concernent, on en conviendra sans peine, des problèmes décisifs de nos sociétés. Enfin, ils suscitent des équipes où les projets ne sont pas simplement juxtaposés mais alimentent progressivement l'élaboration de problématiques d'ensemble.

Nous n'avons cessé de le souligner dans les rapports des années précédentes: entre ces divers «chantiers», il n'y a pas de frontières étanches. Attachés à une équipe, les chercheurs collaborent souvent à des travaux d'autres équipes: on en verra plusieurs exemples dans les pages qui suivent. De plus, nous tenons à ce que ces orientations demeurent souples, de façon à ce que nous puissions les remanier et nous donner de nouveaux objectifs.

Ainsi, nous sommes à préparer l'ouverture d'un nouveau chantier dont les travaux porteront sur les tendances socio-culturelles. Un projet majeur est envisagé pour constituer un tableau des indices permettant de mesurer les grands vecteurs de l'évolution des genres de vie et des attitudes au Québec. Ce tableau sera mis à jour dans une publication périodique qui devrait être d'une grande utilité pour les responsables de diverses activités culturelles, pour les organismes sociaux, pour les pouvoirs publics, pour les chercheurs. Diverses enquêtes, plus limitées et plus ponctuelles, se grefferont sur cette entreprise d'envergure. Ce nouveau chantier se situe dans le prolongement de la synthèse que nous avons déjà publiée sur les statistiques culturelles, et dont monsieur Jean-Paul Baillargeon avait la responsabilité; il n'est pas sans rapport avec l'ouvrage collectif sur les pratiques culturelles des Québécois dont monsieur Baillargeon a également assuré la coordination. Monsieur Simon Langlois dirigera ce chantier.

Par ailleurs, le chantier sur l'institutionnalisation de la culture subira des modifications d'orientation. Monsieur Maurice Lemire nous quittera pour retourner à plein temps à l'Université. Monsieur Norman Ryan le remplacera. Nous avons l'intention de mettre l'accent sur les problèmes de diffusion de la culture: ce à quoi les travaux terminés ou en cours dans ce chantier incitaient déjà.

I

FAMILLES, SEXES, GÉNÉRATIONS

Responsable: Madame Denise Lemieux

Pour cette équipe, il s'agit d'explorer l'émergence de sous-cultures d'âges et de sexes dans nos sociétés et les liens complexes qu'elle entretient avec les mutations profondes des modes de vie, en particulier de la famille. Des recherches empiriques arrivent à terme; de nouveaux projets ont été formulés; des développements au niveau de la problématique générale ont donné lieu à un document de travail précisant les liens entre les thèmes traités et suggérant de nouvelles recherches.

La condition féminine

La recherche sur la vie quotidienne et le cycle de vie des femmes, dirigée par madame Denise Lemieux avec la collaboration de madame Lucie Mercier, considère des phénomènes à la frontière des transformations familiales, des âges et des sexes. Une première moitié du rapport, presque terminée, décrit la vie des Québécoises au tournant du siècle à partir d'autobiographies. Pour la période contemporaine, l'analyse des entrevues est commencée; elle laisse déjà paraître d'intéressantes comparaisons.

Les rapports des femmes à la culture, un des thèmes explorés par nos recherches antérieures, a donné lieu à la préparation d'un cahier de *Questions de culture: Identités féminines: mémoire et création*. Madame Lemieux y consacre un article à la maternité à partir de la parole des mères, tandis que madame Mercier y aborde les mutations de la quotidienneté et de la vie domestique. Un autre article de madame Lemieux sur les femmes dans la thématique littéraire du nord a paru dans *Femmes, images, modèles*, *ICREF*, 1986. Madame Mercier a préparé aussi un article pour la revue *Médialise* (Nice) sur la Québécoise du XX^{e} siècle et ses itinéraires. Sa communication sur la femme dans la légende vient de paraître dans *Femmes, images, modèles*, *ICREF*, 1986.

Les familles monoparentales

Dirigée par madame Renée Dandurand avec la collaboration de madame Lise Saint-Jean, cette recherche est axée sur la vie des femmes chefs de famille. Des récits de vie ont été analysés; ils ont été mis en perspective par rapport aux transformations de l'institution du mariage au Québec depuis les années 60. Bien que centré sur un groupe particulier, ce travail sur *Les mères sans alliance* va bien au-delà du phénomène de la rupture des couples pour s'attacher à une nouvelle forme de vie familiale. Un volumineux manuscrit a été déposé; il sera bientôt édité.

Des articles de madame Dandurand, inspirés de cette recherche, ont paru au cours de cette année: sur les dissolutions matrimoniales latentes des années 60, dans *Anthropologie et sociétés*; sur «Identité sociale et maternité sans alliance», dans *Questions de culture*; sur le stéréotype de la femme délaissée, dans *Femmes, images, modèles*, *ICREF*, 1985 (avec la collaboration de madame Lise Saint-Jean). Un autre article a été publié, en collaboration, dans les Actes du colloque de l'ACSALF, sur «La nouvelle monoparentalité comme révélateur des contradictions familiales». En 1985, madame Dandurand terminait un mandat de trois ans comme membre du comité de planification sociale de Centraide.

Un nouveau projet de recherche a été formulé par madame Lise Saint-Jean en vue d'expliquer les fonctions des associations de familles monoparentales dans les régions du Québec. Des entrevues auprès des leaders de ces associations devraient permettre de cerner ce phénomène. Madame Saint-Jean occupe les fonctions de présidente du mouvement pour combattre le racisme et de vice-présidente de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française.

Les jeunes

Monsieur Léon Bernier termine la rédaction d'une étude longitudinale réalisée à partir des données de l'enquête A.S.O.P.E. pour reconstituer le processus à la fois pratique et symbolique qui conduit les jeunes de leur famille d'origine à leur identité sociale personnelle. Le manuscrit s'intitule: *Identifications symboliques et parcours scolaires*.

Madame Isabelle Perrault a réalisé une bibliographie thématique sur les jeunes au Québec; cet inventaire fera ultérieurement l'objet d'une publication.

Un colloque sur les problèmes actuels des jeunes a été organisé par l'Institut en octobre 1985. Le déroulement de cette rencontre comportait quatre phases. Dans la première, il s'agissait de procéder à une reconnaissance des problèmes: après une vue d'ensemble où le monde des jeunes était situé dans le contexte plus large des âges et des générations, on devait s'interroger sur les aspirations des jeunes, sur les conceptions qu'ils ont de leur condition, sur les conceptions que s'en font les adultes. Dans les deux séances suivantes, on se proposait d'étudier tour à tour leur

milieu de vie et leur milieu de travail. Enfin, une quatrième séance était consacrée à la participation des jeunes aux projets et aux décisions: ce qui supposait qu'on examine les rigidités que présente notre société à cet égard et qu'on s'attarde particulièrement à la politique et aux associations de jeunesse.

Ce colloque a réuni plusieurs chercheurs de l'Institut et des universités, de même que plusieurs personnes qui oeuvrent avec des jeunes. Six chercheurs de l'Institut y ont donné des communications: Monsieur Fernand Dumont, «Âges, générations, société de la jeunesse»; monsieur Léon Bernier, «Point de vue sur les aspirations des jeunes»; madame Denise Lemieux, «Quelques points de vue des adultes sur la jeunesse»; madame Renée Dandurand, «Jeunes et milieu familial»; monsieur Jacques Dufresne, «La participation des jeunes aux projets et aux décisions»; madame Madeleine Gauthier, «Les associations de jeunes». Les travaux de ce colloque sont réunis en un volume.

Dans le cadre d'un colloque sur les nouvelles familles et la psychopathologie des enfants, organisé par le service de pédopsychiatrie de l'hôpital Notre-Dame, madame Lemieux a présenté une communication sur l'enfance et son contexte familial au Québec. Au colloque de la French Colonial Society, elle a fait un exposé sur «L'enfance en Nouvelle-France: l'éclairage des Relations des Jésuites». Elle a, en outre, préparé une «Problématique des générations» pour les cahiers *Trans-marges*.

Madame Thérèse Hamel et monsieur Pierre Poulin, de l'Institut, assument la responsabilité de la préparation d'un cahier de *Questions de culture* sur les jeunes chercheurs.

Le troisième âge

La recherche dirigée par madame Marie-Marthe Brault sur les associations volontaires des personnes retraitées est terminée. Un manuscrit a été déposé sous le titre: *Du loisir à l'innovation: stratégies de socialisation au troisième âge*. Dans le contexte des phénomènes de marginalisation qui marquent l'avènement de la retraite, les associations volontaires peuvent être perçues comme autant de stratégies de socialisation que les personnes retraitées doivent inventer elles-mêmes. Les expériences sur lesquelles s'appuie l'analyse peuvent constituer des exemples incitatifs d'innovation.

À la suite d'observations sur diverses formes de bénévolat exercées au sein des associations volontaires, madame Marie-Marthe Brault s'attache à un nouveau projet. Dans cette recherche, on étudiera, selon des méthodes ethnographiques, les modalités d'insertion sociale des personnes retraitées au sein des organismes bénévoles. Une réflexion sur les nouveaux rapports du bénévolat à l'État dans la crise actuelle de l'État-Providence constitue un second volet de cette recherche.

Madame Brault a rédigé un article sur «Bachelières ès arts de faire: les femmes de la cohorte 1910-1920» (*Questions de culture*). Dans un ouvrage sur la criminolo-

gie, elle a publié «Les études québécoises sur la déviance: les exemples de la prostitution et de la clochardise». Une communication du même auteur sur les associations de personnes âgées est parue dans les actes de l'ACFAS.

L'apparition d'une presse spécialisée destinée au troisième âge est un phénomène relativement récent. Une étude, dirigée par madame Gabrielle Lachance, vise à inventorier les contenus de cette presse, d'en mieux cerner le contexte et les agents de fabrication, afin de déterminer quel est son rôle dans l'édification d'une culture des personnes âgées. Ce projet en est à ses toutes premières étapes. Directrice du concours «Mémoire d'une époque», madame Lachance a été responsable de l'édition du manuscrit *Mémoires d'une époque: un fonds d'archives orales au Québec*. Outre la présentation, elle y signe un article sur l'indexation du fonds et a préparé l'édition d'un récit de vie.

Notons que madame Lachance est secrétaire à la rédaction de la revue *Questions de culture* et secrétaire du comité scientifique. Au cours de cette année, elle a organisé et animé la rencontre sur la recherche culturelle dans les ministères et organismes gouvernementaux.

II

LES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES

Responsable: Monsieur Gary Caldwell

Au cours des premières années du chantier, nous avons produit des bibliographies, des bilans et des synthèses suivis de recherches à caractère plus descriptif portant notamment sur les anglophones, les Chinois, les arabophones, les Juifs, etc. Le «projet Montréal» est comme l'élargissement, en termes sociographiques, de cette perspective. Nous nous engageons maintenant dans un effort plus réflexif en ce qui concerne l'immigration et la société québécoise. L'emprise contemporaine du pluralisme culturel et la dépendance démographique accrue de la société québécoise par rapport à l'immigration commandent un tel effort d'analyse.

Connaissance des communautés ethnoculturelles

Le manuscrit de madame Denise Helly sur le milieu chinois a été déposé. Madame Norma Salem a complété le dépouillement des registres civils et religieux, de l'Annuaire Lovel en vue d'une reconstitution de la population arabophone de Montréal au tournant du siècle. Monsieur Gary Caldwell a terminé ses travaux sur les cultivateurs anglophones.

Cependant, l'aboutissement des travaux descriptifs demeure le *Projet Montréal* qui consiste essentiellement en une analyse comparative, à base de données de recensement et d'entrevues, de l'évolution de plusieurs communautés ethnoculturelles à Montréal, entre 1971 et 1981. Avec le concours de madame Norma Salem, deux cents entrevues ont été réalisées auprès de la communauté arménienne de Montréal; ce qui complète une cueillette de données couvrant cinq communautés différentes. Les chercheurs se consacrent désormais à l'analyse. Depuis le début, madame Paule Obermeir a collaboré activement à la bonne marche de cette entreprise. Madame Gina Davidovic, messieurs Brian Aboud, Ho Evi Kwong Hing apportent leur concours à l'analyse.

Les enjeux de l'immigration

Pour ce qui est de la compréhension de la rencontre entre la société québécoise et les nouvelles communautés issues de l'immigration, deux chercheurs poursuivent des études poussées. Monsieur Pierre Anctil reconstitue l'histoire du problème en ce qui concerne la communauté juive. Madame Denise Helly fait de même pour l'immigration chinoise.

Le projet de monsieur Anctil a pour objectif de comprendre comment les deux communautés, juive et franco-québécoise, entrèrent en contact l'une avec l'autre, développèrent une perception de leur culture respective et élaborèrent des stratégies spécifiques.

Madame Denise Helly travaille maintenant à une recherche sur les enjeux contemporains de l'immigration. Par le truchement d'entrevues auprès d'un échantillon de personnalités politiques, administratives et intellectuelles, elle tente d'élucider ce qui s'est passé depuis la guerre et ce qui se passe actuellement en matière d'immigration et d'intégration. Elle s'attarde d'abord aux rapports entre les modalités de la croissance économique à venir et les niveaux d'immigration (horizon 1990). En deuxième lieu, elle considère la sphère politique: la question linguistique, l'intégration des immigrants aux institutions publiques, la conception des relations entre droits individuels et droits collectifs, surtout en regard des référents ethniques et historiques définissant le fait français au Québec.

Présence des chercheurs

Monsieur Gary Caldwell a présenté un exposé à une Commission parlementaire de l'Assemblée nationale. De même, il a fait une communication à la Commission conjointe du Sénat et des Communes sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Monsieur Fernand Harvey a participé à un colloque international organisé par l'Association française des études canadiennes, tenu à Bordeaux, où il a donné une communication sur «L'ouverture du Québec au multiculturalisme, 1900-1980». Il a remis une étude au Conseil de la langue française sur l'immigration au Québec. Il a fait partie du jury pour les prix d'excellence en études canadiennes patronnés par le Secrétariat d'État du Canada.

Le colloque de la Société canadienne des études ethniques a eu lieu à Montréal au mois d'octobre 1985 et s'est avéré un grand succès: plus de cinq cents personnes y ont assisté pour entendre quelques 150 conférences, dont une sélection sera publiée dans la *Revue des études ethniques au Canada*. Le secrétariat de l'organisation du Congrès était situé à l'Institut. Au terme du congrès, l'Association a élu monsieur Pierre Anctil comme président pour un mandat de deux ans. Au cours de l'année, monsieur Anctil a aussi agi comme consultant relativement à des monographies sur des communautés ethnoculturelles commanditées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Madame Denise Helly, qui terminait au cours de l'année son mandat de rédactrice de la revue *Culture*, a été nommée au Comité consultatif des études ethniques de la direction du multiculturalisme du gouvernement fédéral. Elle a également publié des articles sur la question des minorités ethniques en Chine. Madame Norma Salem, quant à elle, s'est trouvée souvent sollicitée pour faire part de ses travaux sur l'immigration arabophone tant au Québec qu'ailleurs en Amérique. Elle a présenté un mémoire sur la présence arabophone au Québec à la Commission conjointe du Sénat et des Communes sur les relations internationales.

Au cours de l'année, des séminaires ont été organisés où les chercheurs du chantier ont invité des chercheurs d'autres établissements. Grâce à ces échanges, certaines pistes de réflexion se sont dégagées: entre autres, sur le rôle des sous-économies ethniques au Québec, sur l'importance du lien entre religion et ethnicité, sur le rôle et la nature d'une *culture publique* minimale au Québec.

III

LA CULTURE POPULAIRE

Responsable: Monsieur Fernand Harvey

Le chantier sur la culture populaire a poursuivi au cours de l'année qui s'achève les travaux amorcés antérieurement. La plupart des projets déjà rattachés à ce chantier devraient être achevés au cours de l'année 1987.

Le chômage des jeunes

Ce projet, sous la direction de madame Madeleine Gauthier, a débuté en septembre 1984. Il poursuit deux objectifs complémentaires: fournir une vision d'ensemble du discours sur la question du chômage, par l'analyse de travaux scientifiques, d'articles de revues et de la presse écrite depuis le début des années 1970; mettre en lumière les transformations dans la culture au moyen d'une enquête auprès de jeunes chômeurs et par l'observation d'associations de jeunes préoccupées par la question du chômage.

La phase de cueillette des documents est terminée et a déjà donné lieu à un rapport rédigé par monsieur Pierre Hamelin. Des rapports de recherche pour constituer un état de la question, de même que le regroupement des thèmes concernant le chômage des jeunes à partir du discours des experts sont en cours de rédaction sous la responsabilité de madame Gauthier. La cueillette des données s'est effectuée dans diverses localités du Québec, par le moyen d'entrevues auprès de jeunes.

Outre madame Gauthier, l'équipe était composée de quatre assistants de recherche: messieurs Pierre Hamelin, Edward Berryman; mesdames Louise Brunet et Danie Desrosiers. Messieurs Fernand Harvey de l'IQRC et Marc-André Lessard du département de Sociologie de l'Université Laval ont agi à titre de conseillers. Ce projet bénéficie de subventions du Conseil québécois de la recherche sociale et de l'Office des handicapés du Québec.

Madame Gauthier a fait le point, quant aux études sur les jeunes au Québec, dans le numéro d'hiver 1985 du *Bulletin de l'Association des études canadiennes*. Elle a également été membre du comité organisateur et animatrice d'un atelier au colloque international sur «Les masses» tenu à l'Université Laval en septembre 1985. Monsieur Berryman a présenté une communication au colloque «Talk and social structure» tenu à l'Université de la Californie, en mars 1986.

Nouvelles technologies et vie quotidienne

Amorcé en janvier 1985, le projet sur les nouvelles technologies et la vie quotidienne, dirigé par madame Laurence Lamontagne, aborde l'impact de la micro-informatique sur nos acquis culturels. Les études pertinentes sur le sujet ont été repérées et analysées. Le dossier concernant la partie historique est maintenant complet et a été soumis à une première analyse. Ont également été colligés les articles de la presse écrite de 1970 à 1986; l'analyse est en voie de parachèvement. Un questionnaire directement axé sur les technologies nouvelles, l'organisation du temps et de l'espace, les perceptions et l'expérience pratique a été présenté à plus de 500 étudiants du secondaire I au secondaire V.

L'équipe de recherche était composée de monsieur Pierre Poulin, de madame Céline Mercier, de monsieur Jean Bourassa et d'un étudiant en anthropologie, monsieur Luc Lafrenière. Ce dernier, après entente entre l'Institut et l'Université Laval, a bénéficié d'un stage en milieu de recherche équivalant à neuf crédits universitaires.

Madame Lamontagne a présenté une communication intitulée «L'homme et l'acclimatement à l'hiver; étude des changements culturels» lors du congrès annuel de l'Association canadienne de folklore. Un article sur la domestication de l'hiver est également paru dans la revue d'histoire régionale *Cap-aux-Diamants*, de même qu'un article sur la méthodologie en ethnologie publié dans le dossier *Ethnologie* de la Société québécoise des ethnologues. Madame Lamontagne a aussi été membre du jury du Prix Jean-Lucien Caron sur les communications et elle fait partie du comité d'acquisition du Musée de la civilisation à Québec.

La culture industrielle

Le projet sur la culture industrielle est dirigé par monsieur Fernand Harvey, en collaboration avec madame Micheline Gaulin. Il a pour objectif de saisir les rapports entre l'environnement de quartier et les représentations que les ouvriers se sont faites de leur vie durant la période d'industrialisation dite «classique», soit de 1800 à 1950. L'espace étudié se situe dans la Basse-ville de Québec.

La phase de cueillette documentaire du projet est terminée: bibliographies, dépouillement de journaux, d'archives et de statistiques, entrevues auprès de

personnes retraitées et transcriptions. Madame Micheline Gaulin a complété un texte préliminaire portant sur l'analyse d'un bulletin paroissial et elle a ébauché un plan de rédaction pour l'analyse des entrevues.

La religion populaire

Le père Benoît Lacroix poursuit ses recherches sur la religion populaire, assisté de madame Lucille Côté. Pour faire suite à la publication par l'Institut en 1985 de *Religion populaire au Québec. Typologie des sources: bibliographie sélective (1900-1980)*, il a fait paraître aux éditions Bellarmin, en 1986, *La religion de mon père*. Cette étude sera suivie d'un catalogue thématique et typologique sur tout ce qui est propre à la religion du peuple au Québec. Déjà réalisé sous la forme préliminaire d'un fichier, ce *Catalogue* sera soumis, à la demande des responsables du secteur religieux au CNRS (France), à une consultation franco-québécoise qui aura lieu à Paris en avril 1987. De plus, dans cette même section «Histoire religieuse moderne et contemporaine» (Greco) du CNRS, le père Lacroix et son équipe publieront une bibliographie relative à l'étude des religions populaires au Québec.

Le père Benoît Lacroix participe à d'autres projets de l'IQRC, dont le concours *Mémoire d'une époque* et le projet d'anthropologie religieuse. Il a fait plusieurs interventions à la radio et à la télévision sur ces mêmes thèmes. Une étude du même auteur vient de paraître en traduction espagnole: «Tipologia en la Religiosidad Popular en Canada», *La Antigua* (Universidad Santa Maria la Antigua, Panama).

Sur les sectes, madame Madeleine Gauthier participait à un débat-midi organisé par le département de Sociologie de l'Université Laval en novembre 1985 et présentait une communication au colloque de l'ACSALF au printemps 1986.

Les pratiques émancipatoires en milieu populaire

Deux monographies ont déjà été publiées dans le cadre de ce projet amorcé en 1980: les ouvrages de madame Andrée Fortin et de monsieur Jean-Pierre Dupuis. Dans la suite de ces travaux, monsieur Gabriel Gagnon, chercheur associé à l'Institut, entreprend la rédaction d'un essai de synthèse sur les pratiques émancipatoires en milieu populaire. Il fera le point sur l'acquis des recherches existantes, élaborera une réflexion théorique sur la question et suggérera des projections d'avenir. Monsieur Marcel Rioux collaborera à cet ouvrage.

IV

L'INSTITUTIONNALISATION DE LA CULTURE

Responsable: Monsieur Maurice Lemire

Au cours de l'année 1985-1986, deux recherches se sont poursuivies dans le cadre du chantier sur l'institutionnalisation de la culture et un nouveau projet fut lancé.

L'évolution d'une institution: la formation des maîtres

Entreprise dans une perspective socio-historique, cette recherche, sous la direction de madame Thérèse Hamel avec la collaboration de monsieur M'hammed Mellouki, a pour but d'étudier les grandes transformations intervenues dans la formation des maîtres au Québec depuis 1939 et d'analyser les principaux enjeux qui ont marqué le passage des écoles normales à l'université. Madame Hamel et monsieur Mellouki ont travaillé, durant l'année 1985-1986, à l'analyse des données relatives à la partie documentaire du projet. Le rapport de recherche est présentement en cours de rédaction; il devrait être publié au cours de l'année 1987.

Un second volet de cette recherche a été amorcé. Il vise à réaliser des entrevues et à susciter la rédaction de récits autobiographiques de personnes qui ont vécu la période du transfert de la formation des maîtres à l'université. Personnages clés, formateurs de formateurs et étudiants-maîtres pourront ainsi recréer cette transformation majeure de l'institution scolaire à laquelle ils ont directement participé. Ce second volet de la recherche en est présentement à l'étape préliminaire. Madame Hamel et monsieur Mellouki ont travaillé à l'élaboration des canevas servant à structurer les récits autobiographiques. Ce projet bénéficie d'une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.

Dans le neuvième cahier de *Questions de culture*, madame Hamel a signé un article sur «L'enseignement d'hier à aujourd'hui: les transformations d'un métier féminin au Québec». Madame Hamel et monsieur Mellouki ont présenté au Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française de l'automne 1985 une communication intitulée: «L'Église, l'État et la formation des maîtres de 1939 à nos jours». Ils ont également prononcé, à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, une conférence intitulée: «Les maîtres au Québec, leur formation, leur métier: esquisse d'une perspective socio-historique». Monsieur Mellouki a donné une communication à l'ACFAS sur «Représentations sociales et trajectoires scolaires». Monsieur Mellouki fait partie d'un groupe de recherche composé d'universitaires français et québécois qui travaillent sur le thème: «L'école et la formation des compétences dans le contexte de mutations technologiques».

L'institution littéraire

Monsieur Maurice Lemire a poursuivi ses recherches sur les débuts de l'institution littéraire au Québec. Couvrant la période 1840-1870, cette étude veut mettre en évidence les stratégies dont l'enjeu principal était la création d'une littérature nationale. Une première rédaction est terminée; l'ouvrage devrait être publiée en 1987.

Sur le même thème, monsieur Lemire a donné une communication au colloque de l'ACFAS sur l'histoire littéraire. Il a publié, en outre: «Le pacte avec le diable dans le conte littéraire québécois au XIX^{e} siècle», dans *Littérature québécoise*, Éditions de l'Université de Bruxelles; «Le discours répressif dans le conte littéraire québécois au XIX^{e} siècle», dans les Actes du congrès international de l'Association italienne des études littéraires; «Lantagnac, un modèle proposé à l'admiration des Ontarois», dans la *Revue du Nouvel Ontario*, n° 6; l'article sur la littérature franco-canadienne dans l'*Encyclopedia generale* (Italie); «L'Ontario dans l'imaginaire littéraire des Québécois», dans la *Revue de l'Université d'Ottawa* (55, 2, 1985). Il a prononcé la conférence d'ouverture du Colloque Québec-Irlande en avril 1986; il a enfin présenté une communication sur «L'exil et le sentiment d'appartenance» à la Rencontre annuelle de la Société royale du Canada.

Monsieur Lemire, avec la collaboration de madame Pierrette Dionne et de monsieur Michel Lord, dirige l'élaboration d'un ouvrage collectif sur la politique du livre québécois depuis vingt ans. On y trouvera, en particulier, un historique de la politique du ministère des Affaires culturelles, une analyse de la présence du livre québécois en librairie, dans les bibliothèques, dans les revues.

L'évolution des pratiques journalistiques

Depuis la seconde guerre mondiale, des changements sociaux, politiques et économiques ont transformé les conditions de la pratique professionnelle des journalistes et, en conséquence, ont modifié les modalités de diffusion de la culture par les médias. Lancé en 1985, un projet de recherche s'intéresse à ces transformations et s'interroge sur leurs causes. Les responsables du projet, messieurs Florian Sauvageau et Jean de Bonville, professeurs au département d'Information et de Communication de l'Université Laval, et monsieur Gilles Lesage, journaliste au journal *Le Devoir*, ont choisi de limiter leur étude au cas montréalais. Ils ont retenu quatre quotidiens représentatifs de divers types de journaux.

La première étape de la recherche consiste à décrire les transformations qui se sont opérées dans la nature même des messages diffusés par ces journaux. Deux assistants de recherche, madame Viviane Haeberlé et monsieur Marc Deschênes, ont réalisé, sous la direction de monsieur Jean de Bonville, une analyse de contenu thématique des quatre quotidiens choisis.

Dans une seconde étape, on a entrepris la cueillette des données sur les changements intervenus dans l'environnement organisationnel des journalistes: structure de l'entreprise de presse et relations de travail. Messieurs Jean-Pierre Chalifoux et Gilles Paré, respectivement responsables du centre de documentation de *La Presse* et du *Devoir*, ont réuni, à même les documents disponibles dans chacun des journaux, les informations nécessaires. Monsieur Roger Zaoré, avec les conseils de monsieur James Thwaites, professeur au département de Relations industrielles de l'Université Laval, a recueilli les documents relatifs aux contrats de travail et procède à l'élaboration d'un tableau synoptique et chronologique de l'évolution des conditions de travail dans les quotidiens.

Institution et anthropologie

Monsieur Fernand Dumont a terminé la rédaction d'un ouvrage sur l'institution de la théologie. Ce livre tente de dégager les fonctions de la théologie dans la culture contemporaine et d'analyser les assises épistémologiques de cette discipline. Ce que l'on appelle traditionnellement les *sources* de la théologie (références à la communauté, aux définitions dogmatiques, à l'Écriture et à la Tradition) y sont considérées comme autant de mises en forme de la condition du théologien.

Pour faire suite au *Traité d'anthropologie médicale* publié par l'Institut en 1985, messieurs Fernand Dumont et Jacques Dufresne ont mis en route un Traité d'anthropologie religieuse. Ce traité ne se veut pas un nouveau manuel d'histoire des religions, mais une exploration des manières d'aborder le fait religieux dans la culture contemporaine. Le Père Benoît Lacroix, messieurs Jacques Racine, André Couture, Maurice Boutin, Guy Ménard, Raymond Lemieux ont collaboré à un groupe de travail préparatoire. D'autres spécialistes viendront les rejoindre. Il s'agit d'un projet majeur dont la réalisation s'étalera sur quelques années.

Monsieur Dumont a prononcé la conférence d'ouverture du Congrès de philosophie tenu à l'Université Laval à l'automne 1985. Il a participé à la séance de conclusion du Colloque sur les masses en octobre. Au printemps 1986, il a donné une conférence sur «la culture des organisations» au Congrès international des psychologues du travail. Il a prononcé la conférence principale au Congrès annuel de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française où il a traité des problèmes de méthode dans l'histoire des idéologies. Monsieur Dumont a été nommé au Conseil scientifique de l'Encyclopédie philosophique que vont publier les Presses universitaires de France. Il vient également d'être nommé au Conseil scientifique de l'Association des universités de langue française. Notons qu'un ouvrage est paru en cours d'année sur l'oeuvre de monsieur Dumont: Michael A. Weinstein: *Culture critique. Fernand Dumont and New Quebec Sociology*, New World Perspectives, 1985.

En complément d'une recherche terminée, madame Gabrielle Lachance a préparé une bibliographie annotée sur les industries culturelles. Elle a présenté une communication aux Sociétés savantes dans le cadre de l'Association canadienne d'études du développement international. La *Revue canadienne d'études du développement* a publié un article de madame Lachance sur «La coopération au développement: le point de vue des organisations non gouvernementales québécoises».

Madame Isabelle Perrault et monsieur Léon Bernier ont signé un article de *Questions de culture*: «Les femmes, l'art et la vie». Un article conjoint de ces deux auteurs, sur l'atelier comme espace social, est paru en 1986 dans les Actes du colloque sur l'histoire orale tenu à Barcelone. Ces deux auteurs ont également présenté une communication au colloque de l'ACSALF sur «La pratique de l'art et l'idée d'individu».

V

LES HISTOIRES RÉGIONALES

Responsable: Monsieur Fernand Harvey

Le chantier sur les histoires régionales est l'un des plus considérables de l'Institut, par l'ampleur des recherches qu'il implique, par l'importance des ressources humaines et financières qu'il nécessite, par la participation des différents milieux régionaux concernés. Au fur et à mesure de la progression des travaux, il apparaît évident que la réalisation en trois ans d'une synthèse d'histoire régionale relève d'un très difficile défi, compte tenu de l'état embryonnaire des études disponibles à l'échelle régionale, voire de leur absence totale dans bien des cas. C'est dire que les délais initiaux prévus ont dû être révisés et prolongés pour les trois projets en cours de rédaction.

Les projets en cours

Rappelons que l'objectif de chaque projet est de réaliser une synthèse historique d'une région, en considérant les grandes dimensions de cette évolution: cadre géographique, démographie et peuplement, structure économique, organisation sociale, culture et religion. Tout en s'appuyant sur une méthodologie historique rigoureuse, chaque synthèse se veut accessible au grand public.

Le projet d'*Histoire des Laurentides*, sous la direction de monsieur Serge Laurin, professeur d'histoire au cégep de Saint-Jérôme, est en bonne voie d'achèvement. La rédaction de la plupart des chapitres est terminée.

Le projet d'*Histoire des Cantons de l'Est* est sous la direction de monsieur Jean-Pierre Kesteman, professeur au département d'Histoire de l'Université de Sherbrooke, avec la collaboration de monsieur Peter Southam du même département et de monsieur Daniel Fournier, chercheur à l'IQRC. La rédaction est avancée.

Le projet d'*Histoire du Bas-Saint-Laurent* est sous la direction de monsieur Jacques Lemay, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Rimouski. L'équipe de rédaction comprend en outre messieurs Antonio Lechasseur, chercheur à l'IQRC, Yvan Morin, professeur d'histoire au cégep de Rimouski et Bruno Jean, professeur de sociologie à l'UQAR. À l'été 1986, monsieur Paul Larocque, professeur d'histoire à la même Université, s'est joint à l'équipe de rédaction. Deux assistants de recherche ont également travaillé au projet: messieurs Jean-Charles Fortin et Yves Tremblay.

Le projet d'*Histoire du Saguenay/Lac Saint-Jean* en est à sa deuxième année d'existence. Monsieur Pierre Jacques, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Chicoutimi, en assume la direction administrative. Messieurs Camil Girard et Normand Perron, chercheurs à l'IQRC, sont les deux rédacteurs principaux. Ce projet bénéficie également de la collaboration de messieurs Étienne Troestler, Aurélien Leclerc et Jean-Marie Villeneuve, professeurs au cégep de Jonquière et de monsieur David Cooter de l'Université du Québec à Chicoutimi. Trois assistants de recherche ont travaillé au dépouillement de journaux régionaux: monsieur Jean Tremblay, à titre de coordonnateur, madame Hélène Samuelson et monsieur Robert Lavoie.

Un nouveau projet verra le jour au début de l'année 1987: l'*histoire de l'Outaouais*. L'équipe de rédaction est composée de monsieur Chad Gaffield, professeur au département d'Histoire de l'Université d'Ottawa, qui agit à titre de directeur scientifique, de monsieur Pierre-Louis Lapointe, historien et directeur des Archives nationales du Québec dans la région de l'Outaouais (Hull), qui assumera la direction administrative du projet, et de monsieur André Larose, chercheur à l'IQRC. Des collaborateurs complètent l'équipe de base: messieurs Jean-Pierre Charland, du département d'Histoire de l'Université d'Ottawa, et Jean-Louis Grosmaire, professeur de géographie au cégep de l'Outaouais. Une subvention fédérale pour le développement de l'emploi a été obtenue au cours de l'été 1986 afin d'embaucher quelques assistants de recherche.

Le démarrage du projet d'*Histoire de Charlevoix*, annoncé comme imminent dans le dernier rapport annuel, a dû être reporté à plus tard. Un Groupe de recherche sur l'*Histoire de la Côte-du-Sud* a été formé depuis deux ans et réunit régulièrement une dizaine de chercheurs pour préparer le terrain à un éventuel projet de synthèse.

Instruments de travail

On ne saurait trop insister sur l'importance de développer des instruments de travail rigoureux tels que des bibliographies, des inventaires d'archives, des recueils statistiques, avant de mettre en marche un projet d'histoire régionale. En plus d'être directement utiles aux projets de synthèse, ils le seront également à tous ceux qui s'intéressent à l'étude historique ou contemporaine d'un milieu régional: professeurs, étudiants, membres de sociétés d'histoire, agents de développement, etc.

Quatre de ces bibliographies sont déjà parues. On prépare l'édition de six autres. Notons que la plupart des préfaces aux bibliographies constituent une réflexion originale sur les caractéristiques de la région étudiée.

Deux autres projets ont vu le jour en 1985-1986 et sont en voie d'achèvement. La *Bibliographie de la Côte-Nord* est sous la direction de monsieur Gaston Saint-Hilaire, professeur d'histoire au cégep de Sept-Îles, et a été entrepris grâce à une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, en collaboration avec le cégep de Sept-Îles et l'IQRC. Quant au projet de *Bibliographie de la Côte-de-Beaupré et de l'Île d'Orléans*, il a été mis sur pied suite à l'initiative personnelle de madame Diane Bélanger, assistée de madame Monique Villemure. Une subvention Canada au travail a été obtenue pour ce projet avec l'appui des MRC Côte-de-Beaupré et Île d'Orléans. Monsieur Antonio Lechasseur, pour sa part, est responsable de la *Bibliographie du Bas-Saint-Laurent*. Enfin, un nouveau projet s'apprête à démarrer à l'automne 1986 grâce à une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada obtenue par le Musée régional de Vaudreuil concernant la région du Haut-Saint-Laurent (Beauharnois, Huntingdon, Vaudreuil, Soulanges, Île Perrot).

Il importe de souligner l'excellent travail d'encadrement, de supervision scientifique et de préparation des manuscrits de madame Andrée Dussault, assistante de recherche.

Au cours de l'année 1985-1986, l'Institut a réalisé, sous la responsabilité de monsieur Guy Gaudreau, un instrument de travail intitulé *L'exploitation des forêts publiques au Québec 1842-1905*. Monsieur Yves Beauregard, historien, a obtenu du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada une subvention pour réaliser un *Guide des Archives du Centre du Québec et des Bois-Francs* au cours de l'année 1986-1987. L'Institut a accepté d'administrer cette subvention et le projet a été intégré au chantier sur les histoires régionales. Un projet de *Guide des archives paroissiales et des fabriques de la Côte-du-Sud* sera également entrepris au cours de l'année 1986-1987, grâce à une subvention obtenue du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada par monsieur Fernand Harvey, en collaboration avec madame Diane Saint-Pierre et monsieur Yves Hébert.

La Bibliographie d'histoire du Québec et du Canada

Mieux connu sous le nom d'HISCABEQ à cause de la banque de données ordinolingue qui constitue avec la version imprimée les deux volets de ce vaste projet, l'inventaire bibliographique d'histoire du Québec et du Canada est sous la direction de monsieur Paul Aubin, assisté de monsieur Louis-Marie Côté.

À l'automne 1986, la banque d'HISCABEQ comptait plus de 63 000 références bibliographiques couvrant les études à caractère historique publiées sur le Canada et le Québec entre 1946 et 1980. Rappelons que deux tranches de la *Bibliographie d'histoire du Québec et du Canada* ont déjà été publiées par l'Institut, soit la tranche 1966-1975, en 1981 et la tranche 1976-1980.

La recherche est maintenant terminée pour la tranche rétrospective couvrant la période 1946-1965 et le travail d'édition est en bonne voie d'achèvement. Cette nouvelle tranche sera publiée grâce à une subvention conjointe des Archives publiques du Canada, de la Bibliothèque nationale du Canada et du programme d'études canadiennes du Secrétariat d'État du Canada. La recherche proprement dite avait bénéficié d'une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Madame Martine Côté a collaboré comme assistante de recherche.

La contribution des institutions régionales

Par les années passées, nous avons souligné la contribution en ressources humaines et financières de plusieurs institutions régionales, notamment le cégep de Saint-Jérôme, l'Université de Sherbrooke, l'Université du Québec à Rimouski, les cégeps de Rimouski, de Matane et de Rivière-du-Loup et la Société nationale des Québécois de l'Est du Québec.

Les deux nouveaux projets d'histoire régionale consacrés respectivement au Saguenay/Lac Saint-Jean et à l'Outaouais ont permis l'amorce de nouvelles collaborations entre l'IQRC et les institutions régionales. Dans le cas du Saguenay/Lac Saint-Jean, mentionnons la participation de l'Université du Québec à Chicoutimi, des cégeps de Jonquière, Chicoutimi, Alma et Saint-Félicien, de la Société historique du Saguenay.

En ce qui concerne l'Outaouais, la Commission de la capitale nationale a déjà accordé une importante subvention au projet et l'Institut peut compter sur la collaboration active de l'Institut d'histoire et de recherche de l'Outaouais, du Conseil de la culture de l'Outaouais, de l'Université du Québec à Hull, de l'Université d'Ottawa et du cégep de l'Outaouais, pour ne mentionner que les principaux organismes impliqués jusqu'ici dans le projet.

Dans le cas du Saguenay/Lac Saint-Jean comme dans celui de l'Outaouais, un comité directeur a été formé au niveau régional, avec la collaboration de monsieur Georges Lamy, directeur administratif de l'Institut.

Les projets de bibliographies ont également bénéficié du support d'institutions régionales. Signalons, en particulier, la Société historique de la Côte-du-Sud, la Société du patrimoine des Beaucerons, la Société historique du Centre du Québec, la Société historique de Lévis/Lauzon, les municipalités régionales de comté (MRC) des Îles-de-la-Madeleine, de la Côte-de-Beaupré et de l'Île d'Orléans, le cégep de Sept-Îles, le Conseil régional de la culture de Lanaudière, le Conseil de la culture des Laurentides et le musée régional de Vaudreuil.

Monsieur Antonio Lechasseur a reçu, au nom de la *Revue d'Histoire du Bas-Saint-Laurent* dont il a déjà été directeur, un certificat de mérite en histoire

régionale décerné annuellement par la Société historique du Canada. Monsieur Camil Girard a présenté une communication lors du congrès annuel de la British Association of Canadian Studies qui avait lieu à Bristol en Grande-Bretagne, en avril 1986. Suite à ce colloque, un article intitulé «Function and limitation of the press in time of war: The London Time in Canada 1914-1918» a été soumis au *London Journal of Canadian Studies*. Monsieur Girard a été nommé à la présidence du comité d'histoire régionale à la Société historique du Canada pour l'année 1986-1987. Depuis 1985, monsieur Normand Perron assume la direction de la revue d'histoire régionale *Saguenayensia*. Monsieur Pierre Poulin fait partie du comité de rédaction de la revue *Cap-aux-Diamants* consacrée à l'histoire de Québec et de sa région.

Le responsable du chantier sur les histoires régionales, monsieur Fernand Harvey, a été élu président de l'Association des études canadiennes/Association for Canadien Studies lors du congrès annuel de cette association. Il devient ainsi représentant du Canada au Conseil international des études canadiennes.

Deuxième partie

LES SERVICES

Dans la deuxième partie du Rapport, nous avons regroupé les informations concernant les activités, les publications et les services de base de l'Institut.

La rédaction de ce Rapport annuel offre une occasion privilégiée de faire le point sur les programmes de l'Institut et de procéder à leur évaluation à la lumière du mandat de l'Institut et des objectifs poursuivis.

I

LES ACTIVITÉS

Responsable: Monsieur Léo Jacques

La vie et le rayonnement d'un centre de recherche ne se limitent pas aux projets de recherche en bonne et due forme. Il y a tout un ensemble de manifestations variées qui gravitent autour de ces projets ou qui s'inscrivent dans leur sillon, et qui témoignent de la vitalité de l'institution autant que de l'intérêt et de la valeur de la recherche elle-même. C'est le cas notamment des séminaires et colloques, comme nous le verrons dans la section consacrée à ces activités, il en va de même de la participation de l'Institut aux salons du livre et aux congrès d'associations diverses.

Depuis les origines de l'Institut, un programme d'activités a été élaboré chaque année de manière à permettre aux chercheurs de l'Institut de collaborer avec des chercheurs d'autres milieux, ou d'entrer en contact avec le grand public, directement ou par le moyen d'expositions ou de présentations des publications.

Séminaires, colloques, ateliers

L'Institut, le Centre d'études canadiennes-françaises de l'Université McGill et le département d'Histoire de l'art de l'U.Q.A.M. ont organisé conjointement un colloque sur l'avènement de la modernité au Québec dans les savoirs et les pratiques culturelles, les 19 et 20 avril 1985. L'événement, qui a soulevé un vif intérêt, eut lieu au Pavillon Judith-Jasmin de l'U.Q.A.M. sous la direction conjointe de madame Esther Trépanier, professeure à l'U.Q.A.M. et de monsieur Yvan Lamonde, professeur à McGill et chercheur associé de l'Institut. Monsieur Maurice Lemire, responsable du chantier sur l'institutionnalisation de la culture, a présidé l'ouverture du colloque au nom de l'I.Q.R.C. Une dizaine de spécialistes de disciplines et d'horizons divers ont présenté des communications faisant état de la naissance de la modernité dans le domaine de la poésie, du théâtre, du roman, de la danse, de la peinture, de la musique, de la science et des médias.

Quelques jours après, soit les 25, 26 et 27 avril, avait lieu au Pavillon Casault de l'Université Laval un autre colloque organisé conjointement par l'Institut et le Centre de recherche en littérature québécoise de l'Université Laval et portant sur l'institution littéraire. Le président de l'Institut, monsieur Fernand Dumont, a inauguré le colloque dont l'organisation était assumée par monsieur Maurice Lemire, responsable du chantier sur l'institutionnalisation de la culture, assisté de monsieur Michel Lord. Ce colloque, ouvert au public, réunissait une vingtaine de professeurs et de chercheurs qui ont abordé diverses questions théoriques et pratiques touchant à la notion d'institution, à l'institution du texte, au rapport écrivain/éditeur, aux instances de consécration et à la géographie de l'institution.

Les 18 et 19 avril eut lieu à la Forêt Montmorency une rencontre sur la recherche culturelle. Cette rencontre, organisée par l'Institut, était destinée à faire le point sur la recherche culturelle dans les ministères et les organismes publics et à examiner la contribution effective et possible de ceux-ci aux infrastructures de la recherche. Une cinquantaine de chercheurs, provenant de plus d'une vingtaine de ministères et d'organismes publics, ont participé avec enthousiasme à cette première qui leur a permis de faire un tour d'horizon de la situation de la recherche culturelle et d'échanger des opinions et informations sur les difficultés et les attentes auxquelles ils sont confrontées. Madame Gabrielle Lachance, chercheure de l'Institut, assurait la coordination du colloque. Le succès de l'expérience a amené les participants à formuler le souhait qu'une seconde rencontre se tienne au printemps 1986 sous l'égide de l'Institut. Un comité est mis sur pied afin d'assister madame Lachance dans cette tâche.

L'Institut a voulu souligner à sa manière l'Année internationale de la jeunesse en 1985 en y apportant une contribution particulière. Un comité directeur, présidé par monsieur Fernand Dumont, a été mis sur pied afin d'assurer la réalisation d'un colloque portant sur les jeunes et la société contemporaine, ayant comme objectif principal de réunir un dossier étoffé qui permette de mieux circonscrire le problème. Outre le président de l'Institut, le comité était formé de mesdames Denise Dagenais, professeure aux H.E.C., Madeleine Gauthier, chercheure de l'Institut, et de messieurs Claude Benjamin, ex-président du Conseil supérieur de l'éducation, Simon Langlois, professeur à l'Université Laval, Rosaire Morin, conseiller auprès du président de l'Hydro-Québec, et Léo Jacques, secrétaire général de l'Institut et responsable de l'organisation du colloque.

Le colloque eut lieu les 10, 11 et 12 octobre 1985 à l'Institut Desjardins de Lévis; il réunissait une vingtaine de chercheurs pousuivant des travaux sur l'un ou l'autre des quatre thèmes majeurs retenus pour les fins du colloque et une vingtaine de praticiens ou d'agents oeuvrant sur le terrain et en rapport avec les jeunes. Pour chacun des thèmes, trois communications avaient été préparées et remises à l'avance à tous les participants, chacune d'entre elles étant constituée d'un état de la recherche, d'un diagnostic assorti de suggestions quant aux actions à entreprendre et aux pistes de recherche à explorer. Sur place un exposé de base permettait de faire la synthèse des communications et de relancer la réflexion et les échanges.

Cette rencontre donnera lieu à la publication d'un ouvrage qui pourra servir de document de départ pour d'autres rencontres avec des jeunes et éventuellement, d'autres recherches plus poussées.

La Société canadienne d'études ethniques a tenu son 8e colloque biennal à Montréal du 16 au 19 octobre 1985 sur le thème suivant: les immigrants et les groupes ethniques en milieu urbain. Le chantier sur les communautés ethnoculturelles a été étroitement associé à cette manifestation à divers titres: communications, organisation, soutien, etc. Soulignons notamment que le comité organisateur était sous la présidence de monsieur Pierre Anctil et que madame Denise Helly en était l'une des membres: tous deux sont chercheurs à l'Institut.

Concours

La cinquième édition du Prix Edmond-de-Nevers a atteint un nouveau sommet avec un nombre record de 38 inscriptions en provenance de six universités québécoises; Laval et l'U.Q.A.M. se disputant le premier rang avec chacune 11 thèses inscrites.

On peut signaler au passage qu'au cours des cinq années d'existence du concours, un total de 145 inscriptions a été enregistré, soit en moyenne 29 par année. De ce nombre, 48 provenaient de l'Université Laval, 36 de l'Université de Montréal, 21 de l'U.Q.A.M. et 16 de l'Université de Sherbrooke; l'U.Q.T.R. et McGill University venaient ensuite avec 8 inscriptions chacune.

C'est un étudiant en histoire, de l'Université de Sherbrooke, monsieur Michel Sarra-Bournet, qui s'est mérité la palme pour sa thèse intitulée «L'affaire Roncarelli et «la guerre sans merci» du Québec duplessiste contre les témoins de Jéhovah 1946-1959». Cette thèse fut réalisée sous la direction de madame Andrée Désilets, professeure au département d'Histoire de l'Université de Sherbrooke.

Monsieur Fernand Dumont, président de l'Institut, a procédé à la remise d'une médaille commémorative et au lancement de l'ouvrage lors d'une cérémonie qui eut lieu le 25 avril 1986, au siège social de l'Institut, en présence de nombreux parents, amis, collègues et représentants des milieux universitaires. La médaille qui lui a été remise est l'oeuvre d'un artiste de Val-David, monsieur Paul Simard.

Le jury eut la tâche particulièrement difficile cette année au point qu'il a accordé une mention spéciale à quatre autres thèses:

- Liette Gaudreau: *Les romancières québécoises et l'institution littéraire, 1960-1969.*
- Jean-François Leclerc: *Un aspect des relations sociales en Nouvelle-France: les voies de fait dans la juridiction de Montréal 1700-1760.*

- Lise Saint-Georges: *Le village de l'Assomption, 1748-1791.*

- Normand Saint-Pierre: *La censure du roman «Le débutant» (1914) de Arsène Bessette: le texte et l'institution.*

Monsieur Pierre Boudreault de l'U.Q.A.C. présidait le jury qui était en outre formé de madame Monique Bosco, du département d'Études françaises de l'Université de Montréal, de monsieur Maurice Charland, du département des Communications de l'Université Concordia, de monsieur Paul Larocque, du département des Lettres et Sciences humaines de l'U.Q.A.R., et de madame Jeanne Maheux, du département des Sciences de l'éducation de l'U.Q.A.T. Une fois de plus, le jury s'est acquitté de sa tâche de façon consciencieuse, compétente et avec une générosité de tous les instants si l'on considère le nombre particulièrement élevé de candidats. Leur travail ardu est indispensable au succès du concours: qu'ils en soient remerciés.

Le concours Mémoire d'une époque était présenté pour la cinquième fois en 1985. On compte 201 équipes participantes par rapport à 217 pour l'année précédente, pour un total de 321 heures d'enregistrement comparativement à 350 en 1984.

Le jury préliminaire a retenu quinze équipes finalistes composées d'un informateur âgé de 70 ans ou plus, et d'un interviewer; le jury final avait la difficile tâche de déterminer les trois équipes gagnantes. Le premier prix fut attribué à l'équipe composée de monsieur Arthur Tremblay, âgé de 81 ans, de Shawinigan-Sud et de monsieur Gilles Gélinas. Madame Gertrude Vigneault-Provencher, âgée de 78 ans, de Farnham, formait équipe avec madame Louise Belleau-Courchesne: elles se sont mérité la deuxième place. Le troisième prix fut décerné à l'équipe de madame Françoise L'Écuyer-Bédard, âgée de 80 ans, de Rivière-du-Loup, qui était interviewée par sa petite fille, Marie-France. Le jury a également décerné une mention honorifique à madame Cathleen G. Hart, 79 ans, de Sainte-Foy et à monsieur Alain Turgeon.

Le jury était formé de madame Françoise Faucher, comédienne, de monsieur Roger Baulu, animateur de radio et de télévision, et de monsieur Jean-Pierre Duquette, professeur à l'Université McGill.

Comme c'est le cas chaque année, tous les enregistrements ont été déposés aux Archives nationales du Québec pour y être conservés, répertoriés et mis à la disposition des chercheurs et autres personnes intéressées par les histoires de vie.

Enfin, soulignons que l'Association internationale francophone des aînés a inscrit, le 22 juin dernier, au programme de son congrès, un mini-concours Mémoire d'une époque avec la collaboration de madame Gabrielle Lachance. Des représentants de diverses communautés francophones à travers le monde étaient invités à raconter, en une dizaine de minutes chacun, des souvenirs d'époque sur un thème qu'ils avaient choisi.

Expositions

Mois après mois, année après année, chacune des expositions de photographies et de documents, conçues et présentées par l'Institut depuis six ans, continue de circuler à travers le Québec et quelquefois à l'étranger. Ainsi un intéressant réseau s'est constitué qui nous offre une collaboration aussi précieuse que spontanée pour la présentation de ces expositions qui, quoique de modeste envergure, s'avèrent des outils de communication efficaces.

Ainsi l'exposition *Ulric Bourgeois (1874-1963), photographe du Québec et de la Nouvelle-Angleterre* a-t-elle été présentée à Pierrefonds, Notre-Dame-de-Grâce, Ville de Laval, Grand-Mère et Trois-Rivières avant d'entreprendre une nouvelle tournée de la Nouvelle-Angleterre sous l'égide du Maine Humanities Council qui en assure la coordination.

Plusieurs stations de radio à travers le Québec célèbrent leur cinquantième anniversaire de fondation, ces années-ci. En effet, plusieurs stations furent mises sur pied au cours des années '30. L'exposition de photographies illustrant *Quelques facettes de l'histoire de la radio* arrive donc à point et obtient beaucoup de succès, d'où la nécessité d'en faire deux montages distincts qui ont été présentés en une douzaine d'endroits. Le Centre d'histoire de Montréal a notamment gardé cette exposition à l'affiche de juillet à décembre 1985.

L'exposition sur *L'histoire des Laurentides* a eu un calendrier des plus chargés pour sa première année d'existence. Mentionnons: l'Île des Moulins, L'Annonciation, Mont-Laurier, Prévost, Saint-Sauveur-des-Monts, Sainte-Agathe, Sainte-Adèle ainsi que les cégeps de Saint-Jérôme et de Sainte-Thérèse, les Galeries des Laurentides et la Polyvalente Curé Mercure.

Il en va de même de la présentation intitulée *Du manuscrit au livre* qui, comme l'indique son nom, décrit le processus de fabrication d'un livre. Elle s'avère un très bon outil pédagogique pour les jeunes comme pour les adultes et est en constante demande dans les bibliothèques municipales et scolaires.

Salons du livre, congrès

Les salons du livre, qui se tiennent dans les régions du Québec, constituent des occasions de prendre contact périodiquement avec la population de ces régions, de leur présenter nos publications mais surtout de faire connaître l'Institut et ses travaux de recherche. Ainsi, au cours de la dernière année, l'Institut a participé aux salons de Montréal, Québec, Hull et Rimouski.

L'Institut profite également de la tenue de certaines activités scientifiques, notamment les congrès, pour présenter certaines de ses publications. Par exemple, en 1985-1986, nous étions présents lors des congrès de L'A.C.F.A.S. à Chicoutimi,

des Sociétés savantes à Montréal, de l'I.H.A.F. à Montréal, de l'A.S.T.E.D. à Montréal; des colloques du Groupe de recherche et d'échange multidisciplinaires féministes (G.R.E.M.F.) à Québec, de la Société canadienne d'études ethniques à Montréal, du 10e anniversaire de la Convention de la Baie-James à Montréal et du Forum sur l'éducation interculturelle à l'U.Q.A.M., pour ne mentionner que ceux-là.

En ce qui a trait à la diffusion internationale des publications, nous avons, comme à l'accoutumée, profité des grandes foires du livre qui se tiennent en Europe ainsi que des congrès d'associations nationales d'études canadiennes pour faire connaître un certain nombre d'ouvrages publiés par l'I.Q.R.C.

Lancements

Plusieurs des ouvrages édités au cours de l'année ont fait l'objet de lancements publics. Ainsi, le 19 juin 1985, l'Institut s'associait à d'autres éditeurs pour un lancement collectif qui eut lieu à la librairie Pantoute, à Québec. L'Institut y présentait alors l'ouvrage d'Andrée Fortin intitulé *Le Rézo. Essai sur les coopératives d'alimentation au Québec*.

À l'occasion de la présentation de l'exposition *Quelques facettes de l'histoire de la radio au Québec*, le Centre d'histoire de Montréal accueillait plus d'une centaine d'invités de l'Institut en novembre 1985 pour le lancement de quatre nouveaux livres: *Le suicide*, *L'artiste et l'oeuvre à faire*, *The Forgotten Quebecers* et *Cultures et sociétés autochtones du Québec*.

Un lancement eut lieu au bureau de l'Institut à Montréal afin de souligner de façon particulière à l'intention des milieux anglophones, la parution de l'ouvrage de monsieur Ronald Rudin, *The Forgotten Quebecers*.

C'est au cégep de Saint-Jérôme que furent conviés les parents et amis des auteurs de la *Bibliographie des Laurentides*, ainsi que les représentants des sociétés d'histoire et autres organismes culturels de la région. Ce lancement auquel participèrent une cinquantaine de personnes eut lieu le 10 décembre 1985.

Quant à la *Bibliographie de la Côte-du-Sud* de monsieur Yves Hébert, elle fut lancée officiellement au Manoir Couillard-Dupuis de Montmagny en présence d'une nombreuse assistance, le 4 mars 1986.

Finalement, un autre lancement collectif eut lieu à Québec, au 35e étage du Complexe G, à l'occasion du Salon international du livre de Québec. Cette manifestation fut organisée conjointement avec les Presses de l'Université de Montréal qui y présentaient trois nouveaux ouvrages. L'Institut faisait le lancement de quatre livres, soit *La reproduction humaine industrialisée* et *L'école, les écoles, mon école* dans la collection Diagnostic, ainsi que *Les générations d'artistes* et *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*.

Bulletin d'information scientifique

Comme prévu, ce bulletin est paru à trois reprises au cours de l'année. Il a connu un vif succès auprès des milieux visés (centres de recherche, universités, fonction publique, organismes...) du moins si l'on en juge par le nombre de demandes d'inscriptions sur notre liste d'envoi.

Ce bulletin permet d'informer ces divers milieux des projets de recherche en cours et des résultats de ces travaux, des activités et des publications de l'Institut, et, à l'occasion, d'évoquer les problèmes les plus criants dans le domaine de la recherche culturelle.

II

LES PUBLICATIONS

Responsable: Monsieur Léo Jacques

La production d'un livre, à partir du dépôt d'un manuscrit sur le bureau de l'éditeur, jusqu'à sa mise en place dans la vitrine du libraire requiert le concours d'une foule de personnes et de compétences dont le public-lecteur ne réalise pas toujours l'importance. Évaluateurs, réviseurs linguistiques, opérateurs d'appareils à traitement de texte, monteurs, correcteurs d'épreuves, graphistes, techniciens à la composition et à la photocomposition, techniciens de laboratoire, photographes, archivistes, pressiers, relieurs, et qui encore; c'est précisément ce travail collectif qui constitue un défi quotidien et rend le métier d'éditeur si fascinant.

Dans une «entreprise» de taille modeste comme la nôtre, il est évident que le personnel permanent est réduit au strict minimum, deux personnes à temps complet, si l'on excepte le directeur des publications et sa secrétaire. Les travaux sont donc confiés en bonne partie, à des pigistes ou à des firmes à contrat, selon les besoins, le suivi des opérations étant assuré par la responsable de la production, madame Véronique Morin, assistée de la préposée à l'édition, madame Mariette Montambault.

Nous voulons rendre hommage à ces personnes, ainsi qu'à tous ceux et celles, collaborateurs occasionnels de l'extérieur ou travailleurs de l'Institut, qui, dans des tâches souvent peu voyantes mais non moins importantes, nous apportent leur concours à l'une ou l'autre étape du processus qui mène du manuscrit au livre.

Au cours des trois dernières années, le nombre d'ouvrages publiés par l'Institut a augmenté régulièrement comme l'indique le tableau ci-dessous.

	1983-1984	1984-1985	1985-1986
• **Nombre de titres**	8	12	16
• **Total des pages**	2 266	4 827	5 114

Il convient également de souligner que le tirage des ouvrages publiés a fait un bond de 71 % en 1985-1986 par rapport à l'année précédente. Cela explique en partie l'augmentation du chiffre des ventes de plus de 93 % au cours de la même période.

L'intensification du programme de publicité annoncée dans le dernier rapport a également contribué pour une bonne part à l'augmentation des ventes. Au cours de la dernière année, nous avons également mis en place, en collaboration avec notre distributeur, Diffusion Prologue Inc., un réseau de dépôts de nos publications dans treize librairies dont 5 à Montréal, 2 à Québec et Ottawa et 1 à Trois-Rivières, Sherbrooke, Chicoutimi et Joliette. Le lecteur est assuré de trouver *toutes* les publications de l'Institut dans chacune de ces librairies. Le système devrait permettre d'améliorer encore la diffusion de nos publications; c'est ce que nous pourrons évaluer au cours de la prochaine année.

Telle qu'annoncée dans le Rapport 1984-1985, la relance de la collection Diagnostic a sans contredit été le fait marquant de notre dernière année d'édition. Rappelons que les ouvrages publiés dans cette collection ont pour but de faire le point sur des questions d'actualité à partir des études scientifiques disponibles, à l'intention du grand public, c'est donc dire dans un langage simple, clair et direct.

En novembre paraissait le premier titre de cette collection sous la signature du journaliste et animateur Laurent Laplante: *Le suicide*. Dans ce petit ouvrage magistral, l'auteur essaie de comprendre ce qu'est le suicide, pourquoi certains se suicident; il interroge les statistiques, il pose des questions aux chercheurs, bref il agit en journaliste qui veut provoquer la réflexion et peut-être, susciter de nouvelles pistes de recherche sur un problème trop souvent occulté et qui pourtant affecte de façon dramatique certaines régions du Québec où les taux de suicide sont plus élevés que partout ailleurs au monde.

Le deuxième titre publié dans la collection Diagnostic s'intitule *La reproduction humaine industrialisée*. Le philosophe Jacques Dufresne y aborde les difficiles problèmes que posent à la conscience humaine les nouvelles techniques de reproduction mises au point par les savants, et en particulier le problème de l'eugénisme.

Les États généraux de l'éducation tenus à Montréal en avril dernier ont été l'occasion pour l'Institut de lancer un troisième ouvrage dans la collection Diagnostic sous le titre évocateur *L'école, les écoles, mon école*. L'auteur, qui est chroniqueur à *La Presse*, y montre que l'école est multiple et qu'il est temps de passer de l'école abstraite à l'école réelle, celle des enseignants et des étudiants.

Il importe ici de préciser que la collection Diagnostic est dirigée par un comité de cinq personnes qui a pour mandat, non seulement d'identifier les questions devant faire l'objet d'un diagnostic, mais également de contribuer à l'élaboration du plan de l'ouvrage, à l'évaluation et à la critique du manuscrit par le biais d'échanges avec chacun des auteurs. Ce comité est formé de messieurs Jacques Dufresne, Fernand Dumont, Jean Hamelin, Léo Jacques et Jean Proulx; madame Gabrielle Lachance a également participé aux travaux du comité pendant quelques mois.

Un projet de recherche portant sur l'enseignement des Beaux-Arts et les milieux artistiques a connu son aboutissement avec la publication d'une série de deux ouvrages sur *La pratique de l'art*, l'un intitulé *L'artiste et l'oeuvre à faire* sous la signature de Léon Bernier et Isabelle Perrault, l'autre sous le titre *Les générations d'artistes* par Marcel Fournier. Dans le premier, les auteurs ont tenté, à partir des récits autobiographiques de dix-huit peintres sculpteurs et graveurs, d'élaborer une sociographie du travail créateur. Quant à Marcel Fournier, il propose dans son ouvrage une nouvelle lecture de l'histoire de l'art au XX^{e} siècle qui tienne compte de la signification sociale des oeuvres tout autant que de leur valeur esthétique. L'analyse de l'auteur est suivie de deux entretiens avec Robert Roussil et Roland Giguère.

Moins d'un an après la tenue d'un colloque sur le thème de la modernité, dont il est question dans la section 1 de la deuxième partie de ce Rapport, l'Institut publiait un ouvrage collectif intitulé *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*. Ce livre réunit les actes du colloque tenu sous la direction de madame Esther Trépanier et de monsieur Yvan Lamonde. À travers les pratiques et les discours culturels et scientifiques, chacun des auteurs cherche, dans son champ propre, à retracer les premières manifestations d'une pensée qui veut se démarquer de la tradition.

L'Institut a publié un ouvrage en langue anglaise intitulé *The Forgotten Quebecers: A History of English-Speaking Quebec 1759-1980*. Comme le titre l'indique, il s'agit d'une synthèse de l'histoire de la minorité anglophone du Québec réalisée par monsieur Ronald Rudin, professeur au département d'Histoire de l'Université Concordia. L'auteur y montre en particulier l'extrême mobilité dont a fait preuve cette communauté tout au long de son histoire au Québec et le fait que le départ d'anglophones vers d'autres régions du continent américain n'est pas un phénomène nouveau.

Cet ouvrage, qui constitue une première, a été conçu à l'intention des anglophones eux-mêmes et publié d'abord en anglais. Une traduction française est cependant en préparation; elle devrait paraître d'ici quelques mois.

La collection Instruments de travail s'est enrichie d'un onzième titre avec la parution de *Culture et sociétés autochtones du Québec. Bibliographie critique* dont messieurs Richard Dominique et Jean-Guy Deschênes sont les auteurs. La préface est signée par monsieur Jean-Jacques Simard, professeur au département de Sociologie de l'Université Laval. Les auteurs ont recensé plus de 1 200 titres qu'ils ont regroupés selon la classification des ensembles culturels autochtones qui se retrouvent au Québec; les deux derniers chapitres portent sur le métissage et les administrations des autochtones. Chaque partie est précédée d'un texte qui situe le groupe dans l'histoire et fait le bilan des recherches archéologiques, linguistiques et ethnologiques.

Une seconde tranche de la *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada 1976-1980* a été publiée au cours de l'année. Celle-ci compte presque autant de titres que la première, soit au-delà de 21 000. Les auteurs, messieurs Paul Aubin et Louis-Marie Côté, achèvent le travail d'édition d'une troisième tranche couvrant la

période de 1946 à 1965. Un guide d'utilisation de la banque de données informatisée HISCABEQ a également été préparé au cours de l'année.

Trois ouvrages, issus du chantier sur les histoires régionales, ont été publiés au cours de l'année. Le premier a pour titre *Guide des archives de Charlevoix* et il a été réalisé sous la direction de monsieur Serge Gauthier, par une équipe de collaborateurs composée de Daniel Dufour, Jean-Louis Gaudreault, Serge Gauthier et Alain Tremblay, sous les auspices de la Société d'histoire de Charlevoix. Il s'agit d'un ouvrage à tirage limité, destiné aux chercheurs et aux spécialistes de l'histoire locale et régionale.

Les deux autres ouvrages mentionnés ci-haut, ont été publiés dans la collection Documents de recherche. Il s'agit de la *Bibliographie des Laurentides* signée par messieurs Serge Laurin et Richard Lagrange et de la *Bibliographie de la Côte-du-Sud*, réalisée par monsieur Yves Hébert. Chacune d'entre elles compte environ 2 000 titres. Ces bibliographies s'ajoutent à celles de l'Île Jésus et de Charlevoix déjà publiées. Une dizaine d'autres sont achevées ou le seront bientôt; elles seront publiées au fur et à mesure que les ressources le permettront. Ces ouvrages constituent des outils précieux d'information non seulement pour les chercheurs ou les férus d'histoire régionale, mais aussi bien pour tous ceux qui s'intéressent à l'un ou l'autre aspect du développement d'une région.

C'est également dans la collection Documents de recherche que furent publiés deux autres ouvrages issus d'un projet de recherche mené à l'Institut sur les pratiques émancipatoires en milieux populaires. Le premier de ces ouvrages est dû à madame Andrée Fortin et a pour titre *Le Rézo. Essai sur les coopératives d'alimentation au Québec*. Ce livre rend compte de l'expérience vécue par le Réseau coopératif d'alimentation saine du Québec et vise à déterminer s'il s'agit d'un mouvement marginal ou s'il représente la source d'un changement profond dans la société.

Monsieur Jean-Pierre Dupuis est l'auteur du second ouvrage qui a été publié sous le titre suivant: *Le ROCC de Rimouski. La recherche de nouvelles solidarités*. C'est l'idéologie de ce groupe axée sur l'autogestion que l'auteur tente de dégager et d'analyser afin de comprendre les pratiques qui en découlent.

Un numéro de Questions de culture est paru au cours de l'année sous le beau titre suivant: *Identités féminines: mémoire et création*. Comme à l'accoutumée, une quinzaine de personnes ont contribué à la préparation du numéro (dont il est question dans la première partie de ce rapport), sous la direction de madame Denise Lemieux.

La parution du second numéro annuel portant sur *L'État et la culture* a été différée de quelques mois.

Le Prix Edmond-de-Nevers a été attribué à monsieur Michel Sarra-Bournet, comme nous l'avons indiqué plus tôt dans ce Rapport. La thèse gagnante a été publiée par l'Institut, comme c'est le cas chaque année, sous le titre: *L'Affaire*

Roncarelli: Duplessis contre les Témoins de Jéhovah. L'auteur y raconte divers épisodes de la lutte que mena le premier ministre Duplessis contre cette secte religieuse et, en particulier, de l'imbroglio politico-juridique qui suivit le retrait du permis de boissons alcoolisées du restaurant Frank Roncarelli. Cette affaire défraya la chronique à maintes reprises à compter de 1946 jusqu'à son dénouement en Cour Suprême en 1959, par la victoire de Roncarelli.

Il convient également de souligner qu'en plus des ouvrages ci-avant mentionnés, le Service des publications a également assuré la production de plusieurs travaux variés tels que dépliants, affiches, bulletins d'information, publicité.

La prochaine année s'annonce tout aussi fertile en publications que celle-ci, le programme étant sensiblement aussi chargé. Du point de vue de la distribution, nous serons en mesure de faire le bilan du système de dépôt mis en place dans certaines librairies il y a quelques mois. Nous comptons également accorder une attention toute particulière à la distribution de nos publications à l'extérieur du Québec, en particulier au Canada et en France.

III

STRUCTURES ET INFRASTRUCTURES

Cette section regroupe diverses informations concernant le personnel de l'Institut, le financement, le siège social et les activités des instances.

Le personnel

L'année 1985-1986 a été marquée du sceau des négociations collectives tant avec le personnel de recherche que le personnel de soutien.

Une première convention collective d'une durée de trois ans se terminait en juin 1985 pour les chercheurs de l'Institut. La signature d'une deuxième convention collective est intervenue en décembre 1985. Ces négociations auront été l'occasion d'énoncer clairement les orientations de l'Institut concernant le personnel de recherche, notamment en ce qui a trait au statut des chercheurs, leurs fonctions et leurs responsabilités.

Quant au personnel de soutien, il a obtenu la syndicalisation en juillet 1985, l'accréditation a été accordée au syndicat affilié à la CSD en vue de représenter ces employés. Le dépôt syndical en vue de conclure une première convention de travail a été effectué au mois de décembre 1985. Un dépôt comprenant l'ensemble des offres patronales a été fait en janvier 1986.

Les conditions de travail et de rémunération du personnel non syndiqué ont été approuvées par le Conseil du trésor en août et en décembre 1985.

La direction de l'Institut s'est donné pour objectif, au cours de la dernière année, d'améliorer la concertation entre les cadres et d'assurer une meilleure cohésion entre les divers programmes de l'Institut. Elle a notamment raffermi et précisé les politiques concernant l'organisation de la recherche et les relations de travail.

Le financement

Au chapitre des revenus, comparativement à 1984-1985, les revenus généraux de l'Institut se sont accrus de 10,6 % pour passer de 2 176 320 $ à 2 406 909 $. Il est important de noter, en particulier, une augmentation importante des revenus provenant de la vente des publications. Au même chapitre, il faut signaler toutefois une diminution des revenus provenant des subventions de recherche. Un effort en 1986-1987 sera d'ailleurs fait afin de trouver des sources de financement de la recherche encore plus importantes. Les directeurs de projet seront particulièrement invités à soumettre des demandes aux organismes subventionnaires.

Au plan des dépenses, il importe, en premier lieu, de noter que les dépenses d'administration sont passées de 15,19 % à 11,06 % du budget. Ces mesures de compression ont permis de consacrer une somme accrue à la recherche.

La masse salariale et les honoraires en 1985-1986 ont représenté 75,25 % des dépenses. En 1984-1985, le pourcentage était de 75,99 %. Les dépenses d'infrastructure représentent 15,63 % du total pour la dernière année.

L'actif en fiducie du fonds de dotation a atteint le montant de 241 134 $. Le montant souscrit est demeuré le même, soit 454 000 $. En effet, le projet annoncé l'an dernier de préparer une relance de la contribution des milieux industriels et financiers a été reporté en raison de l'incertitude entourant le statut futur de l'Institut.

Le Conseil du fonds de dotation a été créé par le Conseil de l'Institut. En plus d'être composé du président de l'Institut, du directeur administratif et du secrétaire général, il comprend monsieur Patrick O'Hara, membre du Conseil et directeur des relations publiques chez IBM Canada, monsieur Pierre Henry, de la compagnie Pratt et Whitney, monsieur Marcel Couture,vice-président à Hydro-Québec et monsieur Marcel Curti de APS Consultants.

Un comité de ce conseil a été mandaté pour étudier la possibilité de relancer la campagne de souscription au fonds de dotation.

Siège social

En mars 1986, les locaux du siège social ont été aménagés au 14, rue Haldimand à Québec dans un édifice appartenant à la Société immobilière du Québec. Un tel déménagement est devenu nécessaire étant donné l'exiguïté des locaux loués il y a quatre ans au 93 de la rue St-Pierre.

Activités des instances

Au cours de l'année 1985-1986, le Conseil de l'Institut s'est réuni à trois reprises. Quant au Comité exécutif il a tenu un total de quinze réunions.

Parmi les questions qui ont retenu l'attention des membres de ces instances, soulignons les suivantes:

— projet de modifications aux règlements généraux;

— convention collective du personnel de recherche, examen de négociations avec le syndicat du personnel de soutien;

— nominations au Conseil du fonds de dotation;

— examen et adoption des prévisions budgétaires 1986-1987;

— orientations de la recherche 1986-1987;

— étude et adoption des états financiers et du rapport annuel;

— recommandations du jury concernant le recrutement des chercheurs;

— élargissement du Comité exécutif de quatre à six membres;

— relocalisation du siège social;

— plan de classification et d'intégration du personnel du soutien;

— projet de directives administratives;

— programmes de recherche, de publications et d'activités;

— nominations au Comité exécutif;

— nomination de deux membres externes au Comité scientifique;

Le Comité scientifique s'est réuni à sept reprises au cours de la même période afin d'examiner les nouveaux projets de recherche et d'évaluer certains travaux en cours.

Troisième partie

DOCUMENTS

DOCUMENT I

LA LOI CONSTITUANT L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

(*Lois du Québec*, 1979, chapitre 10; sanctionnée le 22 juin 1979; *Lois du Québec*, 1985, chapitre 30; sanctionnée le 20 juin 1985)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

CONSTITUTION ET COMPOSITION DE L'INSTITUT

Constitution.

1. Un organisme, ci-après appelé «l'Institut», est créé sous le nom de «l'Institut québécois de recherche sur la culture».

Pouvoirs d'une corporation.

2. L'Institut est une corporation au sens du Code civil et il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Mandataire du gouvernement.

3. L'Institut jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Domaine public.

Les biens de l'Institut font partie du domaine public mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens.

Responsabilité.

L'Institut n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom.

Siège social.

4. L'Institut a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de la situation ou de tout changement du siège social est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Bureaux et séances.

L'Institut peut établir des bureaux aux endroits qu'il détermine; il peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

Composition.

5. L'Institut est formé de neuf membres nommés par le gouvernement, dont cinq après consultation des milieux intéressés par les recherches sur les phénomènes culturels.

Chercheurs de l'Institut.

Au moins trois des membres sont nommés parmi les chercheurs de l'Institut.

Président.

6. Le gouvernement nomme le président-directeur général de l'Institut parmi les membres de ce dernier.

Vice-président.

Les membres de l'Institut désignent, parmi les membres qui n'exercent pas la fonction de président-directeur général, un vice-président.

Fonctions du président.

Le président-directeur général préside les réunions de l'Institut et assume les autres fonctions que l'Institut lui assigne par règlement.

7. Le président-directeur général est responsable de l'administration de l'Institut dans le cadre de ses règlements.

8. L'article 8 de cette loi est abrogé.

Mandat.

9. Le président-directeur général est nommé pour une période qui ne peut excéder cinq ans et les autres membres de l'Institut sont nommés pour quatre ans.

Mandat.

Toutefois, à l'exception du président-directeur général, trois des premiers membres sont nommés pour trois ans.

Renouvellement.

Le mandat d'un membre ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.

Frais et allocation.

10. Les membres de l'Institut autres que le président-directeur général ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.

Rémunération, etc.

11. Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général.

Nomination du personnel.

12. L'Institut peut nommer un secrétaire ainsi que tout autre employé requis pour ses opérations. Il peut, pour l'exécution de ses travaux, retenir les services de chercheurs et d'experts à titre d'employés ou autrement.

Rémunération, etc.

La rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du secrétaire, des employés, des chercheurs et des experts sont fixés par l'Institut et approuvés par le gouvernement.

Fonctions continuées.

13. À la fin de leur mandat, les membres de l'Institut demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Vacance.

Sauf dans le cas du président-directeur général, toute vacance survenant au cours de la durée d'un mandat est comblée pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer en suivant le mode de nomination prévu à l'article 5.

Incapacité du président.

14. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du président-directeur général, le vice-président agit comme président-directeur général jusqu'à ce que soit nommé un nouveau président-directeur général ou pendant que dure son incapacité.

15. L'article 15 de cette loi est abrogé.

Quorum.

16. Le quorum de l'Institut est de cinq membres dont le président-directeur général ou le vice-président. En cas de partage égal des voix, le président-directeur général ou, en son absence, le vice-président dispose d'une voix prépondérante.

Conflit d'intérêt.

17. Le président-directeur général de l'Institut ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans toute entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'Institut. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation à condition qu'il y renonce ou qu'il en dispose avec toute la diligence possible.

Employés visés.

Tout employé de l'Institut est assujetti au premier alinéa dans les cas prévus par règlement de l'Institut.

Révélation d'intérêt.

Tout autre membre ayant un intérêt dans une entreprise doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président-directeur général et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

Réglementation.

18. L'Institut peut faire des règlements pour sa régie interne et l'exercice de ses pouvoirs et notamment pour:

a) constituer un comité exécutif, en déterminer les fonctions et les pouvoirs, et fixer la durée du mandat de ses membres;

b) déterminer les fonctions et pouvoirs du président-directeur général, du vice-président et des autres employés de l'Institut;

c) créer une catégorie de membres affiliés à l'Institut qui n'ont pas droit de vote et ne participent pas à son administration, déterminer leurs conditions d'admission ainsi que leurs droits et obligations;

d) créer des fonds de dotation à même les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution, à l'exception de celles octroyées par le gouvernement, ses ministères ou organismes, et déterminer les modes d'administration et de disposition de ces fonds.

Publication.

Les règlements de l'Institut adoptés en vertu du présent article sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec*.

Authenticité des procès-verbaux.

19. Les procès-verbaux des séances de l'Institut, approuvés par celui-ci et certifiés conformes par le président-directeur général ou par toute autre personne autorisée à le faire par les règlements de régie interne de l'Institut, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

SECTION II

FONCTIONS ET POUVOIRS DE L'INSTITUT

Objets.

20. L'Institut a pour objets, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

Pouvoirs.

21. Dans la poursuite de ses objets, l'Institut peut notamment:

a) concevoir et réaliser les plans et les programmes de recherche nécessaires pour mieux comprendre les transformations de la culture au Québec;

b) promouvoir la collaboration et la concertation des chercheurs travaillant dans le domaine des recherches et des études sur la culture;

c) mettre à la disposition des chercheurs des services et des informations utiles à la réalisation des recherches et des études sur la culture;

d) tenir des réunions, colloques ou séances d'information et publier les résultats des études et recherches de l'Institut ou d'autres organismes poursuivant des buts similaires;

e) concourir, par les résultats de ses études et recherches, et par ses prévisions et ses avis, à l'élaboration et à la révision des politiques culturelles.

Pouvoirs avec autorisation du gouvernement.

22. L'Institut ne peut sans l'autorisation du gouvernement:

a) conclure, conformément à la Loi du ministère des affaires intergouvernementales (1974, chapitre 15), un accord avec tout gouvernement ou organisme gouvernemental;

b) contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement;

c) acquérir des immeubles ou en disposer;

d) prendre un engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement.

Actes prohibés.

23. L'Institut ne peut acquérir des actions d'une autre corporation, ni exploiter des entreprises commerciales. Il ne peut accorder des prêts, des dons ou des subventions.

Acceptation de dons, etc.

24. L'Institut peut recevoir et accepter des dons, legs, subventions ou toute autre contribution.

Autorisation du gouvernement.

Il ne peut cependant accepter des dons, legs, subventions ou autres contributions auxquels sont attachées des charges ou conditions, si ce n'est du gouvernement du Québec, ses ministères ou organismes, sans l'autorisation du gouvernement.

Exécution de mandat.

25. Dans la poursuite de ses objets, l'Institut doit exécuter tout mandat spécifique que lui confie, avec l'approbation du gouvernement, le ministre chargé de l'application de la présente loi.

Dépôt.

Un tel mandat doit être déposé devant l'Assemblée nationale dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement. Si le mandat est approuvé alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il doit être déposé devant elle dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.

Publication.

L'Institut doit publier les résultats de toute recherche qui lui est confiée par le ministre en vertu des alinéas précédents.

SECTION III

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Versements par le ministère des finances.

26. Le ministre des finances est autorisé à verser à l'Institut, à même le fonds consolidé du revenu, pour l'exercice financier du gouvernement se terminant le 31 mars 1980, la somme de 600 000 $, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1981, la somme de 1 200 000 $, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1982, la somme de 1 500 000 $, et pour chaque exercice financier subséquent la même somme que pour l'exercice financier précédent, majorée de 10 pour cent ou d'un pourcentage supérieur fixé par le gouvernement qui ne peut excéder 25 pour cent pour chaque exercice financier.

Versements additionnels.

27. Le ministre chargé de l'application de la présente loi peut également verser à l'Institut, à même les crédits votés annuellement à cette fin par la Législature, toute somme additionnelle à celles versées en vertu de l'article 26.

Paiement des dépenses.

28. Les sommes versées par le ministre des finances et par le ministre chargé de l'application de la présente loi en vertu des articles 26 et 27 servent à payer les dépenses d'administration et toute autre dépense de l'Institut découlant de l'application de la présente loi.

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Exercice financier.

29. L'exercice financier de l'Institut se termine le 31 mars de chaque année.

Rapport.

30. L'Institut doit, à l'expiration des quatre mois qui suivent la fin de son exercice financier, faire au ministre chargé de l'application de la présente loi un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

Dépôt.

31. Le ministre dépose le rapport de l'Institut devant l'Assemblée nationale dans les trente jours suivant sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

Vérification.

32. Les livres et comptes de l'Institut sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et chaque fois que le décrète le gouvernement. Ses rapports doivent accompagner le rapport annuel de l'Institut.

Ministre responsable.

33. Le gouvernement charge un ministre de l'application de la présente loi.

1973, c.12, a. 2, mod.

34. L'article 2 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12), modifié par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1974, par l'article 47 du chapitre 41 des lois de 1975, par l'article 9 du chapitre 51 des lois de 1976, par l'article 1 du chapitre 21 et par l'article 232 du chapitre 68 des lois de 1977 et par l'article 105 du chapitre 7, l'article 31 du chapitre 38, l'article 25 du chapitre 18, l'article 31 du chapitre 24 et l'article 53 du chapitre 64 des lois de 1978, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 15° du premier alinéa, du suivant:

«16° au président, au directeur général et aux employés de l'Institut québécois de recherche sur la culture.»

Entrée en vigueur.

35. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.

DOCUMENT II

LES RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX
(publiés à la *Gazette officielle du Québec* le 27 janvier 1982; modifiés le 19 juin 1985)

Avis

Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. I-13.2).

Règlements généraux

Veuillez prendre avis que le Conseil de l'Institut québécois de recherche sur la culture, à sa séance du 19 juin 1985, a adopté ses règlements généraux, conformément à l'article 18 de la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. I-13.2).

Le secrétaire général,
Léo Jacques

Québec, le 16 août 1985.

Règlements généraux

Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. I-13.2).

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

«Institut»: l'«Institut québécois de recherche sur la culture»;

«Conseil»: l'«assemblée des membres de l'Institut»;

«Loi»: la «Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la cutlure» (L.R.Q. chap. I-13.2).

«Ministre»: le «ministre chargé de l'application de la loi».

2. Sceau: le sceau de l'Institut est celui dont l'empreinte apparaît ci-dessous.

3. Un exercice financier de l'Institut débute le 1er avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

SECTION II

CONSEIL

4. Le Conseil exerce les droits et pouvoirs de l'Institut.

5. Les pouvoirs suivants sont de la compétence exclusive du Conseil:

1° établir des bureaux de l'Institut;

2° faire des règlements de régie interne de l'Institut;

3° nommer les membres affiliés;

4° en conformité de la loi, a. 22, conclure un accord avec un gouvernement ou un organisme gouvernemental; contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement; acquérir des immeubles ou en disposer; prendre un engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;

5° décider des orientations et approuver le plan de développement de l'Institut;

6° approuver les prévisions budgétaires;

7° approuver les états financiers;

8° approuver le rapport des activités destiné au ministre et à l'Assemblée nationale;

9° nommer les membres du comité exécutif, en conformité de l'article 10;

10° autoriser tout contrat excédant 150 000 $;

11° fixer des mandats au comité exécutif.

6. Les séances du Conseil ont lieu aussi souvent que l'intérêt de l'Institut l'exige mais au moins quatre fois par année, au siège social ou à tout endroit du Québec fixé par la convocation.

Nonobstant l'alinéa précédent, des réunions du Conseil peuvent être tenues sous la forme de «conférences téléphoniques».

Dans ces cas, nonobstant le paragraphe 1 de l'article 9, le scrutin, lorsqu'il est requis, doit être exprimé clairement.

7. Les membres sont convoqués par le secrétaire général à la demande du président-directeur général ou lorsque quatre membres en font la demande par écrit.

8. Le secrétaire général expédie à chaque membre du Conseil, au moins cinq jours francs avant chaque réunion, un avis écrit de convocation accompagné du projet de compte rendu de la réunion précédente et d'un projet d'ordre du jour. Il peut aussi transmettre un tel avis, sans les projets de compte rendu et l'ordre du jour, par télégramme.

9. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue des voix exprimées des membres présents; en cas de partage égal des voix, le président-directeur général dispose d'une voix prépondérante.

Toutefois, toute modification ou abrogation d'un règlement doit être annoncée dans la convocation et adoptée à la majorité absolue des membres en fonction.

Nul ne peut se faire représenter, ni exercer son droit de vote par procuration à une assemblée du Conseil.

Le vote est pris à main levée. Cependant, un membre peut demander le vote au scrutin secret.

À moins qu'un scrutin n'ait été requis, une déclaration du président du Conseil à l'effet qu'une résolution a été adoptée ou rejetée et une entrée au compte rendu à cet effet, constituent une preuve prima facie de l'adoption ou du rejet de cette résolution sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou proportion des votes enregistrés.

Une résolution du Conseil qui porte la signature de tous les membres en fonction a la même validité que si elle avait été adoptée lors d'une réunion.

SECTION III

COMITÉ EXÉCUTIF

10. Le comité exécutif est composé du président du Conseil et de trois autres membres du Conseil, désignés par ce dernier et nommés pour un an, ainsi que du direc-

teur de l'administration et du secrétaire général.

11. Le président-directeur général préside le comité exécutif. En son absence, un président est choisi par les membres présents.

12. Le comité exécutif exerce les droits et pouvoirs suivants:

1° recommande au Conseil d'établir des bureaux de l'Institut;

2° recommande au Conseil l'approbation des règlements de régie interne de l'Institut;

3° soumet au Conseil tout projet d'accord avec un gouvernement ou un organisme gouvernemental; tout projet d'emprunt portant le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement, tout projet d'acquérir des immeubles ou d'en disposer et tout projet d'engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;

4° recommande au Conseil l'approbation du plan de développement de l'Institut;

5° recommande au Conseil l'approbation des prévisions budgétaires;

6° recommande au Conseil l'approbation des états financiers;

7° soumet au Conseil un projet de rapport des activités destiné au ministre et à l'Assemblée nationale;

8° autorise tout contrat excédant 100 000 $ et recommande au Conseil l'approbation de tout contrat excédant 150 000 $;

9° crée des fonds de dotation et détermine les modes d'administration et de disposition de ces fonds;

10° fixe les normes et barèmes de rémunération des employés;

11° avec l'agrément du Conseil, nomme les cadres de l'Institut et les responsables de chantier;

12° nomme les directeurs de projet, les chercheurs et les chercheurs associés, dont il fixe les conditions de participation;

13° nomme les membres du comité scientifique, en conformité de l'article 13, et désigne un secrétaire du comité;

14° fait rapport de ses activités au Conseil.

SECTION IV

COMITÉ SCIENTIFIQUE

13. Le comité scientifique est composé d'au moins six membres dont:

1° le directeur scientifique;

2° les responsables de chantier, pour la durée de leur mandat;

3° les deux personnes désignées par et parmi le personnel de recherche pour un mandat de un (1) an.

Le directeur administratif et le secrétaire général participent aux réunions sans voix délibérante.

Le comité scientifique peut inviter toute personne à participer à ses travaux.

14. Le comité scientifique assiste le président-directeur général dans l'élaboration du programme de recherche; il approuve les projets de recherche et il en évalue les résultats et les retombées; il évalue périodiquement l'état de la recherche et des projets de recherche à l'Institut.

15. Les décisions du comité scientifique sont prises en conformité des dispositions de l'article 9.

SECTION V

LE PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

16. Le président-directeur général exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent la loi et les règlements de régie interne. Il est le directeur scientifique de l'Institut.

Notamment, le président-directeur général,

1° préside les réunions du Conseil;

2° préside le comité exécutif;

3° préside le comité scientifique;

4° soumet au comité exécutif le plan triennal de développement, comprenant le programme de recherche, les programmes d'activités autres que la recherche, et le plan triennal de financement;

5° coordonne l'élaboration du programme de recherche, qu'il présente au comité scientifique;

6° est responsable de la mise en oeuvre et de la réalisation du programme de recherche;

7° présente les projets de recherche au comité scientifique et en recommande l'adoption;

8° voit à la coordination des activités de recherche et à la concertation des chercheurs;

9° est responsable de l'évaluation des projets de recherche; il fait, à ce sujet, toutes les recommandations appropriées au comité scientifique;

10° recommande au comité exécutif la nomination des cadres et des responsables de chantier, et les barèmes de leur rémunération.

17. En l'absence du président-directeur général, le vice-président préside les réunions du Conseil.

18. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du directeur scientifique, le Conseil nomme un directeur scientifique par intérim.

SECTION VI

LE DIRECTEUR ADMINISTRATIF

19. Sous l'autorité du président-directeur général, le directeur administratif exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le directeur administratif,

1° administre les affaires de l'Institut;

2° participe, sans voix délibérante, aux séances du Conseil;

3° autorise tout contrat n'excédant pas 100 000 $ et recommande au comité exécutif l'approbation de tout contrat excédant 100 000 $;

4° recommande au comité exécutif l'approbation des normes et barèmes de rémunération des employés autres que les cadres;

5° recommande au comité exécutif l'approbation des conditions de travail des salariés membres du personnel de recherche et des autres employés de l'Institut;

6° sous réserve du paragraphe 12 de l'article 12, engage les membres du personnel et fixe leurs conditions de travail;

7° prépare et soumet au comité exécutif le plan de financement annuel de l'Institut;

8° prépare et soumet au comité exécutif les prévisions budgétaires de l'Institut;

9° est responsable des services aux équipes de recherche et des services requis pour le bon fonctionnement du siège social et des bureaux de l'Institut.

SECTION VII

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

20. Sous l'autorité du président-directeur général, le secrétaire général exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le secrétaire général,

1° est secrétaire du Conseil et du comité exécutif; il participe, sans voix délibérante, aux séances du Conseil;

2° convoque les membres du Conseil et du comité exécutif;

3° dresse les comptes rendus;

4° peut certifier conformes les comptes rendus du Conseil et tout autre document ou copie émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives;

5° constitue les archives;

6° coordonne la préparation du rapport annuel;

7° est responsable des communications avec les milieux extérieurs;

8° élabore le programme des activités autres que la recherche et en assure la mise en oeuvre;

9° élabore le programme des publications et en assure la mise en oeuvre, et préside le comité consultatif des publications;

10° dépose le programme de publications au comité exécutif et au comité scientifique.

SECTION VIII

LE PERSONNEL DE RECHERCHE

21. Le personnel de recherche est constitué d'employés salariés ou de collaborateurs externes.

22. Les employés salariés se répartissent dans les catégories suivantes:

a) chercheur catégorie I
chercheur catégorie II
chercheur catégorie III
chercheur catégorie IV

b) assistant de recherche catégorie I
assistant de recherche catégorie II

c) étudiant catégorie I
étudiant catégorie II

23. Les collaborateurs externes sont des chercheurs qui, à titre bénévole, participent aux activités de l'Institut.

Ils peuvent être nommés chercheurs associés lorsque leurs responsabilités et la durée de leur participation le justifient.

Un contrat stipule les conditions et la durée de leur association avec l'Institut.

24. Le directeur de projet est un chercheur à qui ont été confiés la responsabilité d'un projet et l'encadrement du personnel affecté à ce projet.

Le directeur de projet relève habituellement d'un responsable de chantier; il peut cependant arriver qu'il relève d'une autre personne désignée par le comité exécutif.

25. Le responsable de chantier est un chercheur à qui ont été confiées la coordination et la direction générale (planification, réalisation, évaluation) de l'ensemble des projets de recherche regroupés sous un thème défini et constituant un chantier.

Sous l'autorité du président-directeur général, le responsable de chantier exerce les pouvoirs et fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le responsable de chantier,

1° dirige et supervise les travaux exécutés dans son chantier;

2° fournit à la direction de l'Institut tous les documents nécessaires à la planification des recherches, des activités connexes, et à l'évaluation des projets du chantier;

3° recommande au directeur administratif l'engagement de l'effectif nécessaire à l'exécution des travaux et en conformité des prévisions budgétaires autorisées;

4° évalue périodiquement le personnel de recherche sous sa responsabilité;

5° veille au contrôle des dépenses reliées à la réalisation des travaux et en rend compte au directeur administratif.

26. Au moins quatre (4) fois par année, le responsable de chantier tient une assemblée du personnel de recherche affecté à son chantier.

L'assemblée du chantier est consultée au moment de l'élaboration du programme de recherche du chantier.

L'assemblée du chantier donne son avis sur le plan de développement de la recherche à l'Institut.

SECTION IX

DISPOSITIONS FINALES

27. Les présents règlements généraux remplacent les règlements généraux adop-

tés par le Conseil de l'Institut le 16 octobre 1981 et publiés à la Gazette officielle du Québec du 27 janvier 1982.

28. Les présents règlements généraux entrent en vigueur le jour de leur adoption par le Conseil de l'Institut.

DOCUMENT III

LES RÈGLEMENTS DU FONDS DE DOTATION
(Adoptés le 10 juillet 1981 et modifiés le 3 juin 1982)

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Création

1. Un fonds de dotation de l'Institut a été créé en vertu de l'article 18 de la loi de l'Institut (L.Q. 1979, c. 10; 1985, c. 30). Une résolution du comité exécutif en a sanctionné la création le 27 mars 1981.

Objectifs

2. Ce fonds de dotation est destiné à recueillir des sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution à l'Institut dans les buts de favoriser son développement.

Propriété

3. Ce fonds de dotation est la propriété de l'Institut.

Nature des fonds

4. Les dons destinés au fonds de dotation sont remis à l'Institut en espèces, ou sous forme de valeurs monnayables appropriées aux fins de l'Institut. Les objets offerts à l'Institut doivent avoir été évalués par des experts avant d'être acceptés par l'Institut.

Accumulation des fonds

5. Les avoirs du fonds de dotation ne peuvent en être extraits. Seuls les bénéfices du fonds peuvent être utilisés aux fins de l'Institut.

Usage de l'usufruit

6. Les bénéfices du fonds de dotation ne sont l'objet d'aucune restriction quant à leur utilisation aux fins de l'Institut. Cependant, hormis en ce qui a trait à l'article 10 de ce règlement, l'Institut se réserve l'usage de l'usufruit du fonds exclusivement à des fins de recherche ou de réalisation d'activités scientifiques connexes (séminaires, symposiums, colloques, publications, etc.).

SECTION II

ADMINISTRATION

Conseil du fonds

7. L'administration du fonds est confiée à un Conseil du fonds, composé du directeur général, du secrétaire général, du directeur administratif auquel est confiée la gestion courante et distincte du fonds, et de quatre (4) représentants des donateurs nommés pour un maximum de deux (2) années par le Conseil de l'Institut, sur recommandation du comité exécutif.

Notamment, il revient au Conseil du Fonds,

a) de définir la politique de placement et de gestion;

b) de vérifier la gestion du fonds;

c) d'assurer l'augmentation des avoirs du fonds de dotation;

d) de verser annuellement à l'Institut les bénéfices retirés, dans les soixante (60) jours suivants le début d'un exercice financier (1er avril au 31 mars);

e) de présenter au comité exécutif de l'Institut un rapport annuel de ses activités dans les soixante (60) jours suivant la fin d'une année financière.

Avis et recommandations

8. En outre, le Conseil peut donner ses avis à l'Institut quant à l'utilisation des bénéfices du fonds et faire au comité exécutif toute recommandation qu'il jugera appropriée.

Président

9. Le Conseil de l'Institut choisit le président du Conseil du fonds parmi les représentants des donateurs. Le Conseil du fonds se réunit au moins trois (3) fois par année à la convocation de son président.

Frais imputables

10. Les frais de constitution, d'administration et de gestion du fonds sont imputables au fonds de dotation.

DOCUMENT IV

LES ÉTATS FINANCIERS
DE L'EXERCICE TERMINÉ
LE 31 MARS 1986

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan de l'Institut québécois de recherche sur la culture au 31 mars 1986 ainsi que l'état des revenus et dépenses, l'état de l'avoir et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Institut au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 15 mai 1986

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE
(L.R.Q., c. I-13.2)

BILAN
AU 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	170 008	91 409
Dépôts à terme	35 056	34 690
Débiteurs	17 656	12 576
Subventions à recevoir	73 439	—
Stocks	206 804	158 490
Travaux en cours	22 581	42 274
Frais imputables au prochain exercice	3 237	4 469
	528 781	343 908
Immobilisations (note 3)	103 799	109 901
	632 580	453 809
FONDS DE DOTATION (note 4)	241 134	180 387
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	83 997	154 026
Revenus reportés	65 508	—
Emprunt bancaire	—	20 000
	149 505	174 026
AVOIR	483 075	279 783
	632 580	453 809
FONDS DE DOTATION - SOLDE DU FONDS (note 4)	241 134	180 387

ENGAGEMENTS (note 6)

POUR L'INSTITUT

Jean-Claude
Nicole Laflemme

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

AVOIR

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
SOLDE AU DÉBUT	279 783	187 634
Excédent des revenus sur les dépenses	203 292	92 149
SOLDE À LA FIN	483 075	279 783

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

REVENUS ET DÉPENSES

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
REVENUS		
Subventions du gouvernement du Québec	2 196 200	1 996 500
Intérêts sur dépôts à terme	114 786	121 800
Ventes de publications	88 109	45 747
Dons	3 200	6 750
Autres	4 614	5 523
	2 406 909	2 176 320
DÉPENSES (note 5)		
Recherche	1 959 759	1 767 564
Administration	243 858	316 607
	2 203 617	2 084 171
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	203 292	92 149

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des revenus sur les dépenses	203 292	92 149
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	18 917	17 636
Fonds générés par les opérations	222 209	109 785
Variation des actifs et passifs à court terme hors liquidités	(110 429)	(124 468)
Fonds générés (absorbés) par les activités d'exploitation	111 780	(14 683)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(12 815)	(17 572)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS AU COURS DE L'EXERCICE	98 965	(32 255)
LIQUIDITÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	106 099	138 354
LIQUIDITÉS À LA FIN DE L'EXERCICE	205 064	106 099

Les liquidités de l'Institut comprennent l'encaisse et les dépôts à terme diminués de l'emprunt bancaire.

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 1986

1. CONSTITUTION ET OBJET

L'Institut québécois de recherche sur la culture, corporation au sens du Code civil constituée par une loi spéciale, a pour objet, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

L'Institut, par règlement, a créé un fonds de dotation destiné à recueillir les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution, à l'exception de celles octroyées par le gouvernement, ses ministères ou organismes. Ces sommes doivent servir au développement de l'Institut et à défrayer les coûts de ses recherches sur la culture. Ce fonds est la propriété exclusive de l'Institut et les avoirs du fonds ne peuvent en être extraits. Seuls les bénéfices du fonds peuvent être utilisés aux fins de l'Institut.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de l'Institut ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont constitués de publications et leur évaluation inclut les coûts d'impression, de droits d'auteur et de reproduction ainsi que les services de graphisme; elle exclut toutefois les salaires, honoraires et autres frais indirects de production. Ils sont évalués au moindre de ces coûts ou de la valeur de réalisation nette.

Le stock de publications datant d'un an et plus au 31 mars est dévalué de 20 % par année.

Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent les coûts de révision et de correction de manuscrits, les honoraires, les services de photographie et de graphisme relatifs à des publications non terminées.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur vie utile anticipée selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Vie utile anticipée	Taux
Équipement, ameublement et enseigne	10 ans	10%
Bibliothèque	20 ans	5%

3. IMMOBILISATIONS

	1986			1985
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Ameublement	97 054	50 496	46 558	54 317
Bibliothèque	9 466	2 740	6 726	7 199
Enseigne	937	375	562	656
Équipement	86 456	36 503	49 953	47 729
	193 913	90 114	103 799	109 901

4. FONDS DE DOTATION

	1986	1985
	$	$
Revenus		
Intérêts sur dépôts à terme	16 900	15 111
Dons	43 860	31 540
	60 760	46 651
Dépenses	13	10
Excédent des revenus sur les dépenses	60 747	46 641
Solde du fonds au début	180 387	133 746
Solde du fonds à la fin*	241 134	180 387
* Représenté par:		
Encaisse	52 492	8 281
Dépôts à terme	187 317	170 978
Intérêts courus à recevoir	1 325	1 128
	241 134	180 387

L'état des revenus et dépenses de l'Institut ne comprend pas les opérations du fonds de dotation.

5. DÉPENSES

	1986			1985
	Recherche	Administration	Total	Total
	$	$	$	$
Traitements et avantages sociaux	1 489 805	160 497	1 650 302	1 506 923
Honoraires de recherche	128 319	—	128 319	214 961
Publicité et promotion	62 842	—	62 842	—
Frais de voyage et de représentation	42 505	27 637	70 142	76 092
Fournitures et approvisionnements	135 677	7 456	143 133	141 899
Entretien et réparations	18 559	3 275	21 834	22 151
Loyers	126 149	22 163	148 312	163 984
Électricité et chauffage	5 775	1 019	6 794	6 861
Téléphone	37 136	6 425	43 561	32 758
Taxes et assurances	2 718	480	3 198	3 072
Honoraires professionnels	—	4 536	4 536	14 080
Frais de publication	57 265	—	57 265	110 483
Divers	2 998	848	3 846	699
Intérêts et frais bancaires	—	3 631	3 631	3 180
Mauvaises créances	—	3 053	3 053	—
Amortissement des immobilisations	16 079	2 838	18 917	17 636
	2 125 827	243 858	2 369 685	2 314 779
Subventions du gouvernement du Canada et autres	166 068	—	166 068	230 608
	1 959 759	243 858	2 203 617	2 084 171

6. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 1986, les engagements minimaux en vertu de baux à long terme pour la location de locaux se répartissent comme suit:

	$
1987	190 000
1988	125 500
1989	118 000
1990	118 000
1991	118 000
	669 500

DOCUMENT V

LA LISTE DES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES
du 1er avril 1985 au 31 mars 1986

TITRE DU PROJET	PERSONNEL ET COLLABORATEURS[1]
1. FAMILLES, SEXES, GÉNÉRATIONS	
	Responsable: Madame Denise Lemieux
• *Vie quotidienne et cycles de vie des femmes*	Denise Lemieux, dir. Lucie Mercier
• *La famille monoparentale au Québec*	Renée B. Dandurand, dir. Lise St-Jean

1. La rubrique «Personnel et collaborateurs» regroupe des personnes ayant des statuts divers au sein de l'Institut. Certaines sont rémunérées par l'Institut, à plein temps, à mi-temps ou à temps partiel, d'autres participent aux recherches sans rémunération.

Légende: dir.: directeur de projet
co-dir.: co-directeur de projet
resp.: responsable de groupe, de session ou d'atelier de travail, d'un colloque, d'une activité
(. . .): nom entre parenthèses indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1986
coll.: collaborateur
stag.: stagiaire

• *Les associations de familles monoparentales*	Lise St-Jean
• *La transition à l'âge adulte*	Léon Bernier Isabelle Perrault
• *Bibliographie sur les jeunes*	Isabelle Perrault
• *Identités féminines: mémoire et création* («Questions de culture» #9)	Denise Lemieux, resp.
• *Les associations de personnes retraitées et leurs implications culturelles*	Marie-Marthe Brault

2. LES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES

Responsable: Monsieur Gary Caldwell

• *L'immigration chinoise au Québec de 1871 à 1951*	Denise Helly
• *L'immigration arabophone au Québec*	Norma Salem, dir. Brian Aboud
• *Introduction à l'histoire socio-économique du Québec anglophone*	Ronald Rudin
• *Bibliographie générale cumulative sur les communautés culturelles* 1° La tradition culturelle anglaise au Québec	Gary Caldwell, dir. Pierre Anctil Paule Obermeir
• *La presse ethnique au Québec: rapports entre Juifs et francophones*	Pierre Anctil
• *Projet Montréal*	Gary Caldwell, dir. Paule Obermeir Gina Davidovic
• *Québec et les immigrants: histoire d'une représentation*	Fernand Harvey (Doris Drolet-Dubé)
• *Les enjeux contemporains de l'immigration au Québec selon les décideurs*	Denise Helly

3. LA CULTURE POPULAIRE

Responsable: Monsieur Fernand Harvey

• *Le chômage et la culture*	Madeleine Gauthier, dir. (Pierre Hamelin) Gislain DesPonts, stag. Éric Warren, stag.
• *L'impact culturel de l'informatique dans la vie domestique*	Sophie-Laurence Lamontagne, dir. Pierre Poulin
• *L'été dans la culture québécoise*	(Thérèse Beaudoin)
• *La religion populaire; thématique globale*	Benoît Lacroix, dir. Lucille Côté
• *L'intervention du gouvernement municipal dans la vie socio-culturelle (1820-1920)*	Yvan Lamonde, dir. (Jacques Ferland) (Josée Martel)
• *Relations sociales et vie communautaire en milieu populaire*	Marcel Rioux, coll. Gabriel Gagnon, coll.
• *Problématique historique de la culture populaire*	Yvan Lamonde, coll.
• *Histoire du Parc Sohmer (1889-1919)*	Raymond Montpetit, co-dir. Yvan Lamonde, co-dir. (Pierre Gamache) Denise Martineau, coll.
• *La culture populaire des quartiers ouvriers de Québec*	Fernand Harvey, dir. Micheline Gaulin (Doris Drolet-Dubé) Ignaki Olazabal, stag. Hélène Marchand, stag. (Danie Desrosiers) Martine Côté (Martin Leclerc)

4. L'INSTITUTIONNALISATION DE LA CULTURE

Responsable: Monsieur Maurice Lemire

• *L'industrialisation de la culture au Québec: enquête, bilan et perspective*	Gabrielle Lachance, dir.
• *L'institution de la théologie*	Fernand Dumont

• *Traité d'anthropologie religieuse*	Fernand Dumont, co-dir. Jacques Dufresne, co-dir.
• *Histoire de la pensée québécoise*	Fernand Dumont, dir. Pierre Poulin
• *La formation des maîtres au Québec de 1939 à nos jours*	Thérèse Hamel, dir. M'hammed Mellouki Christine Veilleux, stag.
• *Les débuts de l'institution littéraire au Québec, 1840-1870*	Maurice Lemire
• *Évolution des pratiques journalistiques au Québec 1945-1985*	Florian Sauvageau, co-dir. Jean de Bonville, co-dir. Gilles Lesage
• *Bibliographie analytique sur l'institution littéraire*	Pierrette Dionne
• *Enseignement des Beaux-Arts et milieux artistiques*	Marcel Fournier, dir. Léon Bernier Isabelle Perrault (Sylvie Girard)
• *La lecture: approche psychosociologique et ethnographique*	Vivian Labrie, dir. (Francis Boucher) (Gaétan Jobin) (Sylvie Larose)
• *L'autodétermination culturelle et la santé*	Alfred Dumais, co-dir. Pierre St-Arnaud, co-dir. (Johanne Lévesque) (Monique Turcotte)
• *Formation de l'imaginaire littéraire québécois* 1re partie: 1760-1867 2e partie: 1868-1939	Maurice Lemire, dir. (Christian Bouchard) (Léonce Cantin) (Michel Lord)
• *Impact de la politique québécoise du livre sur la littérature québécoise*	Maurice Lemire, dir. Pierrette Dionne

5. LES HISTOIRES RÉGIONALES

Responsable: Monsieur Fernand Harvey

• *Histoire des Laurentides*	Serge Laurin, dir. (Vincent Ouellette) (Richard Lagrange) (Danielle Soucy)

• *Bibliographie de l'Outaouais*	(Jean-Pierre Maisonneuve)
• *Bibliographie du Centre du Québec et des Bois-Francs*	Yves Beauregard
• *Bibliographie de la Côte-du-Sud*	Yves Hébert
• *Bibliographie de la Beauce*	(Jean-René Breton)
• *Bibliographie de la Rive-Sud du Québec*	Françoise Pelletier
• *Bibliographie de la Gaspésie*	(Marc Desjardins)
• *Bibliographie des Iles-de-la-Madeleine*	Marc Desjardins
• *Bibliographie du Bas-Saint-Laurent*	Antonio Lechasseur
• *Bibliographie de Lanaudière*	Daniel Tessier Christian Morissonneau
• *Bibliographie des Laurentides*	Serge Laurin, dir. (Richard Lagrange)
• *Histoire du Bas-Saint-Laurent*	Jacques Lemay, dir. Lorraine Boivin, coll. Jean-Claude Fortin Bruno Jean, coll. Antonio Lechasseur Guy Massicotte, coll. Yvan Morin, coll. Claude Otis, coll. Jocelyne Bérubé-Sasseville Nive Voisine, coll.
• *Histoire des Cantons de l'Est*	Jean-Pierre Kesteman, dir. Peter Southam, coll. Daniel Fournier (Hélène Cadieux) (Chantal Desloges) (Benoît Dionne) (Ginette Provost-Bernier)
• *Histoire du Saguenay/Lac Saint-Jean*	Pierre Jacques, dir. Camil Girard Normand Perron

6. HORS CHANTIER

• *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada*	Paul Aubin, dir. Louis-Marie Côté Alain Rainville

- *Les activités culturelles au Québec (1970-1980): situation et perspective* — Jean-Paul Baillargeon

7. ACTIVITÉS

Responsable: Monsieur Léo Jacques

7.1 *Séminaires, colloques, ateliers*

7.1.1	Rencontre sur la recherche cultureile (18 et 19 avril 1985)	Gabrielle Lachance, resp.
7.1.2	Séminaire sur l'avènement de la modernité au Québec (19 et 20 avril 1985)	Yvan Lamonde, resp. Esther Trépanier, resp.
7.1.3	Colloque sur l'institution littéraire (25, 26 et 27 avril 1985)	Maurice Lemire, resp. Michel Lord
7.1.4	Colloque sur les jeunes et la société contemporaine (10, 11 et 12 octobre 1985)	Fernand Dumont, prés. Léo Jacques, resp.

7.2 *Concours*

7.2.1	Prix Edmond-de-Nevers	Alain Laforest, resp.
7.2.2	Concours «Mémoire d'une époque»	Gabrielle Lachance, resp. Alain Laforest

7.3 *Expositions*

7.3.1	Ulric Bourgeois (1874-1963); photographe du Québec et de la Nouvelle-Angleterre
7.3.2	Quelques facettes de l'histoire de la radio au Québec (1900-1980)
7.3.3	Du manuscrit au livre
7.3.4	L'histoire des Laurentides

7.4 *Salons du livre, congrès*

7.5 *Bulletin d'information*

DOCUMENT VI

LES PUBLICATIONS DE L'I.Q.R.C.

I. Les conditions féminine et masculine; les générations; la famille

1. Denise Lemieux et Lucie Mercier. *La recherche sur les femmes au Québec: bilan et bibliographie*. Coll. «Instruments de travail» n° 5, 1982, 339 pages. 14,25 $
2. Renée Cloutier, Gabrielle Lachance, Denise Lemieux, Madeleine Préclaire et Luce Ranger-Poisson. *Femmes et culture au Québec*. Coll. «Documents préliminaires» n° 3, 1982, 107 pages. 6,00 $
3. Alain Vinet, Francine Dufresne et Lucie Vézina. *La condition féminine en milieu ouvrier: une enquête*. Coll. «Identité et changements culturels» n° 3, 1982, 222 pages. 18,50 $
4. Yolande Cohen. *Les thèses québécoises sur les femmes*. Coll. «Instruments de travail» n° 7, 1983, 124 pages. 8,00 $
5. Denise Lemieux. *Les petits innocents. L'enfance en Nouvelle-France*. 1985, 205 pages. 12,00 $
6. Fernand Dumont, dir. *Une société des jeunes?* 1986, 397 pages. 14,50 $

II. Les communautés ethnoculturelles

1. David Rome, Judith Nefsky et Paule Obermeir. *Les Juifs du Québec — Bibliographie rétrospective annotée*. Coll. «Instruments de travail» n° 1, 1981, 319 pages. 13,00 $
2. Gary Caldwell et Éric Waddell, dir. *Les anglophones du Québec: de majoritaires à minoritaires*. Coll. «Identité et changements culturels» n° 1, 1982, 482 pages. 14,00 $
3. Gary Caldwell et Éric Waddell, editors. *The English of Quebec: from majority to minority status*. Coll. «Identité et changement culturels» n° 2, 1982, 466 pages. 14,00 $
4. Gary Caldwell. *Les études ethniques au Québec — Bilan et perspectives*. Coll. «Instruments de travail» n° 8, 1983, 108 pages. 10,50 $

5. Honorius Provost. *Les premiers Anglo-Canadiens à Québec — Essai de recensement (1759-1775)*. Coll. «Documents de recherche» n° 1, 2e édition, 1984, 71 pages. 7,50 $
6. Tina Ioannou. *La communauté grecque du Québec*. Coll. «Identité et changements culturels» n° 4, 1984, 337 pages. 18,00 $
7. Pierre Anctil et Gary Caldwell. *Juifs et réalités juives au Québec*. 1984, 371 pages. 20,00 $
8. Richard Dominique et Jean-Guy Deschênes. *Cultures et sociétés autochtones du Québec. Bibliographie critique*. Coll. «Instruments de travail» n° 11, 1985, 221 pages. 19,50 $
9. Ronald Rudin. *The Forgotten Quebecers. A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*. 1985, 315 pages. 14,00 $

III. La culture populaire

1. Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc. *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920): bilan historiographique*. Coll. «Culture populaire» n° 1, 1982, 178 pages. 9,00 $
2. Danielle Nepveu. *Les représentations religieuses au Québec dans les manuels scolaires de niveau élémentaire (1950-1960)*. Coll. «Documents préliminaires» n° 1, 1982, 97 pages. 6,50 $
3. Jean-Pierre Dupuis, Andrée Fortin, Gabriel Gagnon, Robert Laplante et Marcel Rioux. *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*. Coll. «Documents préliminaires» n° 2, 1982, 178 pages. 9,00 $
4. Jean Bourassa. *Le travailleur minier, la culture et le savoir ouvrier*. Coll. «Documents préliminaires» n° 4, 1982, 79 pages. 5,25 $
5. Sophie-Laurence Lamontagne. *L'hiver dans la culture québécoise (XVIIe-XIXe siècles)*. 1983, 197 pages. 11,50 $
6. Joseph Laliberté. *Agronome-colon en Abitibi*. Coll. «Littérature quotidienne» n° 1, 1983, 157 pages. 12,00 $
7. Benoît Lacroix et Jean Simard. *Religion populaire, religion de clercs?* Coll. «Culture populaire» n° 2, 1984, 444 pages. 22,00 $
8. Benoît Lacroix et Madeleine Grammond. *Religion populaire au Québec. Typologie des sources — Bibliographie sélective (1900-1980)*. Coll. «Instruments de travail» n° 10, 1985, 175 pages. 15,00 $
9. Andrée Fortin. *Le Rézo. Essai sur les coopératives d'alimentation au Québec*. Coll. «Documents de recherche» n° 5, 1985, 282 pages. 17,00 $
10. Jean-Pierre Dupuis. *Le ROCC de Rimouski. La recherche de nouvelles solidarités*. Coll. «Documents de recherche» n° 6, 1985, 282 pages. 17,00 $

IV. La création et la diffusion de la culture

1. Jean-Robert Faucher, André Fournier et Gisèle Gallichan. *L'information culturelle dans les médias électroniques*. Coll. «Diagnostics culturels» n° 1, 1981, 167 pages. 7,00 $
2. Angèle Dagenais. *Crise de croissance: le théâtre au Québec*. Coll. «Diagnostics culturels» n° 2, 1981, 73 pages. 5,00 $
3. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert. *Le cinéma au Québec — Essai de statistique historique (1896 à nos jours)*. Coll. «Instruments de travail» n° 2, 1981, 481 pages. 18,00 $
4. François Colbert. *Le marché québécois du théâtre*. Coll. «Culture savante» n° 1, 1982, 112 pages. 8,00 $
5. Jean-Pierre Charland et Nicole Thivierge. *Bibliographie de l'enseignement professionnel au Québec (1850-1980)*. Coll. «Instruments de travail» n° 3, 1982, 284 pages. 14,00 $
6. Vivian Labrie. *Précis de transcription de documents d'archives orales*. Coll. «Instruments de travail» n° 4, 1982, 220 pages. 11,00 $
7. Sylvie Tellier. *Chronologie littéraire du Québec*. Coll. «Instruments de travail» n° 6, 1982, 352 pages. 18,50 $
8. Jean-Pierre Charland. *Histoire de l'enseignement technique et professionnel*. 1982, 485 pages. 25,50 $
9. Nicole Thivierge. *Écoles ménagères et instituts familiaux: un modèle féminin traditionnel*. 1982, 478 pages. 25,50 $
10. Yvan Lamonde. *L'imprimé au Québec: aspects historiques (18e-20e siècles)*. Coll. «Culture savante» n° 2, 1983, 370 pages. 18,00 $
11. Yvan Lamonde. *Je me souviens. La littérature personnelle au Québec (1860-1980)*. Coll. «Instruments de travail» n° 9, 1983, 278 pages. 17,00 $
12. Claude Savary, dir. *Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis*. 1984, 353 pages. 17,00 $
13. Pierre Lavoie. *Pour suivre le théâtre au Québec*. Les ressources documentaires. Coll. «Documents de recherche» n° 4, 1985, 521 pages. 22,00 $
14. Jacques Dufresne, Fernand Dumont et Yves Martin. *Traité d'anthropologie médicale. L'Institution de la santé et de la maladie*. Presses de l'Université du Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, Presses Universitaires de Lyon, 1985, XVIII — 1 245 pages. 49,95 $
15. Léon Bernier et Isabelle Perrault. *L'artiste et l'oeuvre à faire*. «La pratique de l'art 1», 1985, 518 pages. 30,00 $
16. Marcel Fournier. *Les générations d'artistes* suivi d'entretiens avec Robert Roussil et Roland Giguère. «La pratique de l'art 2», 1986, 202 pages. 18,00 $
17. Yvan Lamonde et Esther Trépanier. *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, 1986, 320 pages. 24,50 $
18. Vivian Labrie. *ABC: Trois constats d'alphabétisation de la culture*. 1986, 246 pages. 29,00 $
19. Maurice Lemire, dir. *L'institution littéraire*. IQRC et CRELIQ, 1986, 217 pages. 19,50 $
20. Alfred Dumais et Johanne Lévesque. *L'auto-santé. Des individus et des groupes au Québec*. 1986, 223 pages. 17,00 $

V. Les régions du Québec

1. Jules Bélanger, Marc Desjardins et Yves Frenette. *Histoire de la Gaspésie*. Coll. «Les régions du Québec», Boréal Express, Montréal, 1981, 807 pages. 29,95 $
2. Jean-Claude Marsan. *Montréal, une esquisse du futur*. 1983, 325 pages. 15,00 $
3. André Dionne. *Bibliographie de l'île Jésus*. Coll. «Documents de recherche» nº 2, 1983, 324 pages. 18,50 $
4. Serge Gauthier et collaborateurs. *Bibliographie de Charlevoix*. Coll. «Documents de recherche» nº 3, 1984, 320 pages. 18,00 $
5. Serge Gauthier et collaborateurs. *Guide des archives de Charlevoix*. 1985, VIII — 97 pages. 6,00 $
6. Serge Laurin et Richard Lagrange. *Bibliographie des Laurentides*. Coll. «Documents de recherche» nº 7, 1985, 370 pages. 18,00 $
7. Yves Hébert. *Bibliographie de la Côte-du-Sud*. Coll. «Documents de recherche» nº 8, 1986, 339 pages. 18,00 $
8. Guy Gaudreau. *L'exploitation des forêts publiques au Québec, 1842-1905*. 1986, 126 pages. 11,00 $
9. Yves Beauregard. *Bibliographie du Centre du Québec et des Bois-Francs*. Coll. «Documents de recherche» nº 9, 1986, 495 pages. 25,00 $

VI. Hors chantier

1. Paul Aubin. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1966-1975)*. 2 tomes — 1981, 1 425 pages, 22 000 titres 60,00 $
2. Gabrielle Lachance. *La culture contemporaine face aux industries culturelles et aux nouvelles technologies*. Rapport-synthèse, Rencontre franco-québécoise sur la culture, Québec-Montréal, du 4 au 8 juin 1984, 145 pages. 7,00 $
3. *Statistiques culturelles du Québec, (1971-1982)*. 1985, XLII — 932 pages. 45,00 $
4. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1976-1980)*. 2 tomes — 1985, LXIV — 1 316 pages, 20 000 titres. 60,00 $
5. Jean-Paul Baillargeon, dir. *Les pratiques culturelles des Québécois. Une autre image de nous-mêmes*. 1986, 394 pages. 19,50 $

VII. «Questions de culture»

1. *Cette culture que l'on appelle savante*. 1981, 190 pages. 15,00 $
2. *Migrations et communautés culturelles*. 1982, 159 pages. 15,00 $
3. *Les cultures parallèles*. 1982, 172 pages. 15,00 $
4. *Architectures: la culture dans l'espace*. 1983, 210 pages. 15,00 $
5. *Les régions culturelles*. 1983, 189 pages. 12,00 $
6. *La culture et l'âge*. 1984, 198 pages. 12,00 $

7. *La culture: une industrie?* 1984, 216 pages. 12,00 $
8. *Présences de jeunes artistes*. 1985, 190 pages. 12,00 $
9. *Identités féminines: mémoire et création*. 1986, 199 pages. 12,00 $
10. *L'État et la culture*. 1986, 173 pages. 12,00 $

VIII. Collection Diagnostic

1. Laurent Laplante. *Le suicide*. 1985, 126 pages. 7,95 $
2. Jacques Dufresne. *La reproduction humaine industrialisée*. 1986, 126 pages. 7,95 $
3. Gérald LeBlanc. *L'école, les écoles, mon école*. 1986, 110 pages. 7,95 $
4. Jean Blouin. *Le libre-échange vraiment libre?* 1986, 135 pages. 7,95 $

IX. Collection Edmond-de-Nevers

1. Lucie Robert. *Le manuel d'histoire de la littérature canadienne de Mgr Camille Roy*. 1982, 198 pages. 11,00 $
2. Réal Brisson. *La charpenterie navale à Québec sous le régime français*. 1983, 320 pages. 19,50 $
3. Hélène Lafrance. *Yves Thériault et l'institution littéraire québécoise*. 1984, 174 pages. 13,50 $
4. Hélène Laforce. *Histoire de la sage-femme dans la région de Québec*. 1985, 237 pages. 19,50 $
5. Michel Sarra-Bournet. *L'Affaire Roncarelli. Duplessis contre les Témoins de Jéhovah*. 1986, 196 pages. 18,00 $

X. Rapports de recherche et manuscrits à diffusion limitée*

1. Louise Rondeau. *Le récit de fin du monde: orientations méthodologiques de recherche*. Québec, IQRC, 1982, 70 pages.
2. Michelle Trudel-Drouin. *Vie quotidienne en Nouvelle-France: un choix de textes*. Montréal, IQRC, 1982, 166 pages.
3. Paule Chouinard. *Anthologie de poèmes québécois sur les saisons*. Montréal, IQRC, 1983, 1 350 pages.
4. Mireille Perreault. *Marchandisation, industrialisation de la culture*. Rimouski, IQRC, 1983, 72 pages.
5. Carmen Quintin. *Les pratiques émancipatoires dans deux coopératives d'habitation de la région montréalaise*. Montréal, IQRC, 1983, 124 pages.
6. Gary Caldwell, Paule Obermeir *et al. Out-migration of 1971 English Mother-tongue High School Leavers from Quebec: eleven years after*. Lennoxville, IQRC et Anglo Quebec en Mutation Committee, 1984, 37 pages.

* disponibles sur demande à l'IQRC, 14, rue Haldimand, Québec, G1R 4N4 (418) 643-4695.

XI. Banques de données sur support informatique

1. Jean-Pierre Chalifoux. *Le livre et la lecture au Québec au XX^e siècle*. Montréal, IQRC, 1982, (8 000 titres)**.

XII. Documents audio-visuels*

1. Arthur Lamothe. Culture amérindienne. Archives. (Vingt documents produits par les Ateliers audio-visuels du Québec).
2. Paul Aubin et collaborateurs. *HISCABEQ. Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1946-1980)*. Montréal, IQRC, 1981, (57 000 titres - mise à jour trimestrielle)***.

---

* disponibles sur demande à l'IQRC, 14, rue Haldimand, Québec, G1R 4N4 (418) 643-4695.

** accessible sur demande à La Centrale des bibliothèques, 1685, rue Fleury est, Montréal, H2C 1T1 (514) 381-8891.

*** pour s'abonner à HISCABEQ, communiquer avec IST-Informathèque Inc.
Service d'assistance technique:

Code régional	Numéro à composer
514	284-1100
418, 514, 613, 819	1-800-361-6165
416, 519, 705, 506, 902	1-800-361-7469

TABLE DES MATIÈRES

Lettre à Madame Lise Bacon, ministre des Affaires culturelles 3

Membres et personnel de l'Institut québécois de recherche sur la culture.... 5

INTRODUCTION 9

Première partie: ÉTAT DE LA RECHERCHE 11

I. Familles, sexes, générations..... 13
II. Les communautés ethnoculturelles 17
III. La culture populaire 21
IV. L'institutionnalisation de la culture 25
V. Les histoires régionales 29

Deuxième partie: LES SERVICES 35

I. Les activités 37
II. Les publications..... 45
III. Structures et infrastructures 51

Troisième partie: DOCUMENTS..... 55

I. La loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture 57
II. Les règlements généraux 63
III. Les règlements du fonds de dotation..... 69
IV. Les états financiers 1985-1986..... 71
V. La liste des activités scientifiques..... 81
VI. La liste des publications..... 87